

DE GAULLE IMPOSE SON BUDGET**de GUERRE****SPARTACUS****ET LA REVOLUTION ALLEMANDE****UNE NOUVELLE TRAITE
DES NOIRS****OCTOBRE A PARIS****cinéma interdit***l'anarchie***Editorial**

Lorsqu'en 1895 Louise Michel et Sébastien Faure fondèrent le LIBERTAIRE, ils pouvaient croire à la proximité de la Révolution. Les militants actuels pensent que le travail de préparation de cette Révolution continuera encore longtemps à les absorber.

On a assisté à l'échec du communisme marxiste, échec prévisible selon Bakounine, dans les pays où il s'est installé et à l'évolution vers la sclérose et le réformisme des partis communistes dans les pays capitalistes, et finalement l'existence des citadelles communistes constitue un facteur de démoralisation plus que d'espoir. Le capitalisme lui ne se

survit qu'en se socialisant de façon juste suffisante pour que les masses ne voient pas ce qu'elles gagneraient à tomber sous le joug des communistes marxistes. Le résultat en est une grande misère morale pour ceux qui ont échappé à la misère matérielle et la persistance de la misère matérielle pour la majorité des humains quel que soit d'ailleurs le régime sous lequel ils vivent.

Mais les aspirations à la vie continuent qui débouchent et débouchent de plus en plus sur l'anarchisme.

En effet, après qu'il n'eut pendant un certain temps plus guère servi que de référence à une hypothèse philosophique ou politico-sociale, l'anarchisme peut enfin offrir aux militants qui ont maintenu le mouvement, l'immense réconfort de retrouver une audience vivante.

Reprenant son développement, l'anarchisme fait l'effort nécessaire pour s'exprimer en termes modernes, n'hésitant pas à s'enrichir de certains progrès accomplis au dehors du mouvement anarchiste, dans le domaine de la pensée ou de la réalisation scientifique, philosophique ou artistique, dont la potentialité libertaire est certaine, mais qui dans le contexte social actuel constituent le plus souvent soit un asservisse-

ment supplémentaire, soit un divertissement dérisoire.

La nouvelle présentation du MONDE LIBERTAIRE s'inscrit dans cet effort de modernisation et, si elle ne constitue pas par elle-même une grande révolution, du moins ne peut-elle que mettre en valeur le sens et la qualité des articles d'études et de combat et favoriser une plus grande diffusion.

La Fédération Anarchiste vous est présentée dans un article de ce journal. Vous y apprendrez qu'il y existent différentes tendances. En réalité il faut bien se garder de considérer ces tendances comme des courants idéologiques sinon opposés, du moins divergents : l'unité idéologique de l'anarchisme est foncière et tous nos efforts tendront à ce que soit opposée sa richesse à la sécheresse du marxisme et non plus la cohésion marxiste à l'éclectisme anarchiste, si bien que ces tendances dont aucune aujourd'hui ne saurait constituer indépendamment un concept suffisant, soient d'excellentes spécialisations pour une plus grande efficacité de la recherche et du combat sur un point donné, et que l'organisation de certaines tendances ne puisse que rendre ce travail plus efficace. Loin de s'étouffer et de se neutraliser en une impuissance sta-

tique les tendances apparaissent actuellement comme le lieu d'élaboration des techniques de lutte et d'organisation sociale en vue de créer les conditions nécessaires à la vie pleine de l'individu.

Car c'est là que convergent tous les courants, vers cet individu passionné de sa propre liberté mais trouvant, avec Bakounine, dans la liberté des autres non pas une limite mais une extension de la sienne. Cette philosophie individualiste constitue la force et la chance de l'anarchisme vis à vis des religions et des doctrines totalitaires comme des fragiles civilisations de masses, capitalistes ou marxistes, qui ne peuvent précisément qu'engendrer la révolte de l'individu.

Demeuré le seul survivant fidèle de la presse révolutionnaire qui fit honneur au vieux mouvement ouvrier français, notre journal est le témoin de la vitalité du courant libertaire, dont la pensée audacieuse, aussi éloignée d'un humanitarisme moralisateur que d'un socialisme policier, ne perd pas de vue que la liberté et la vie réelle ne sont vraiment possible que dans des conditions économiques et politiques si opposées aux conditions actuelles, qu'elles garantissent sa volonté révolutionnaire.

MEETING

A GRENOBLE

MEETING DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

A la Bourse du Travail de Grenoble a eu lieu, dimanche matin, 9 décembre, un meeting de solidarité avec le peuple espagnol. Il était organisé par le groupe anarchiste-communiste Spartacus avec l'appui effectif de l'Union Départementale Force Ouvrière et le soutien plus ou moins nuancé de la Libre-Pensée, du P. S. U. et de la F. E. N.

Devant quelques deux cents personnes environ, parmi lesquelles on comptait des camarades venus de l'étranger (Genève, Annemasse), René KRAVIS ouvrit les débats et présenta les orateurs. Il expliqua la raison de ce meeting et revendiqua, au nom de tous les anarchistes, les actions directes qui ont été menées à la suite des récents événements d'Espagne.

Il laissa la parole à Roland BRETON qui entreprit de situer ce pays dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain. Après avoir rappelé l'immense apport culturel et moral que nous lui devons, il retraça à grands traits l'œuvre exemplaire de Francisco Ferrer.

Joachim SALAMERO exposa ensuite d'une façon claire et précise la situation actuelle de l'Espagne. Il dévoila les agissements douteux de l'Eglise catholique, du Parti Communiste et, à l'appui d'arguments irréfutables, démontra les liens de fait qui existent entre les fascismes de droite et de gauche.

Henri KLEBER se fit le porte-parole du combat révolutionnaire. Son style direct a la force d'un coup de poing bien ajusté. Il parla de ce « demi-siècle de luttes, d'espoirs mais aussi de défaites et de déceptions ». Exprimant sans mâcher ses mots son mépris pour tous ceux, des deux bords, qui ont brisé l'élan du 19 juillet 1936, il déclara sa foi en une Espagne libre et en la réalisation de l'idéal anarchiste.

Le meeting se termina par l'intervention de J. BORRAS qui s'adressa en espagnol aux nombreux camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. présents dans la salle.

ROLAND LEWIN

COURRIER

Dans un guide d'instruction civique de BARRILLON (rédacteur au « Monde ») à l'usage des élèves de seconde, j'ai relevé un paragraphe concernant les anarchistes. Etant donné

que c'est la seule information que les jeunes auront sur notre mouvement et que le final de la dernière phrase me semble absurde, je vous demanderais de bien vouloir me donner votre opinion et de me composer si possible un texte de longueur identique à ce paragraphe. Avec les réponses de quelques camarades qualifiés j'interviendrais auprès de Barrillon pour obtenir une modification.

« La reconnaissance des libertés publiques procède du souci de protéger les individus » contre les abus du pouvoir en leur garantissant un certain nombre de droits essentiels. « L'existence même d'un Etat est-elle ou non compatible avec le respect de ces droits » et de ces valeurs humaines sur lesquels est fondée la démocratie ? Cette question essentielle donne lieu aux réponses les plus variées : 1° Les anarchistes répondent catégoriquement par la négative et considèrent que l'Etat même est la négation permanente de la liberté. Selon Bakounine (1814-1876), agitateur révolutionnaire qui rompit avec Karl Marx en 1872, l'Etat est « un immense cimetière où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle ». Il doit donc disparaître, et céder la place à une société où chacun n'obéirait qu'à sa propre volonté. » (1). B. BEDEL

(1) Publié récemment aux Editions A. Colin.

Mon Cher Camarade, Le Comité de Lecture a reçu votre lettre et me charge de vous apporter la réponse que vous en attendez.

La définition inspirée de Bakounine, comme toutes les définitions (surtout lorsqu'elles sont aussi lapidaires), mérite un développement.

Je n'épiloguerai pas sur l'évidence de la première phrase : « L'Etat est un immense cimetière où viennent mourir, s'enterrer, toutes les manifestations de la vie individuelle ».

Confier à un organisme (si compétents soient les éléments qui le composent), le soin et les responsabilités d'une collectivité, c'est non seulement le charger d'une tâche qui dépasse ses possibilités, mais c'est aussi condamner cette collectivité à l'inaction, lui interdire toute initiative, dans un domaine qui pourtant ne relève que d'elle : celle de son propre bonheur (1).

Le second terme apporté par M. Barrillon comme suite à celui de Bakounine faute d'un contexte peut sembler plus discutable : « Il (l'Etat) doit donc disparaître et céder la place à une société où chacun n'obéirait qu'à sa propre volonté. »

On fait trop souvent la confusion (voulue ou non) de la disparition de l'Etat et de celle de l'organisation sociale.

N'oublions pas que Bakounine fut le chantre du collectivisme, ce qui implique le rapport des membres de cette collectivité.

« Obéir à sa propre volonté » c'est faire montre de cette volonté et assumer la responsabilité des engagements qu'elle vous a fait prendre.

Loin de dispenser l'individu de sa part de travail et de responsabilité, le fait de l'avoir librement choisie implique son accomplissement.

Allons plus loin ; parmi tout ce qui invite l'homme en tous domaines il y a forcément pour lui une sélection, sélection de ce qu'il peut recevoir, comme de ce qu'il peut donner.

Limité dans ses besoins, comme dans ses moyens, la liberté pour l'homme est un choix.

C'est précisément dans la coordination de tous ces moyens, librement choisis par chacun, pour le profit de tous ; c'est précisément dans la satisfaction des besoins de chacun, que réside le principe même de la conception anarchiste. Ajoutons que c'est aussi dans cet esprit qu'elle a tenté de la réaliser les trop rares fois où une tentative anarchiste a pu s'inscrire dans l'histoire.

Je ne pense pas trahir ou interpréter par ce prolongement la pensée de Bakounine.

Qu'il nous souvienne de sa phrase (je cite de mémoire) : « La liberté d'autrui n'est pas la limite de ma liberté, elle en est le prolongement. »

Ce désir de voir l'individu se poursuivre dans ceux qui l'entourent en dit assez long sur sa conception d'une collectivité tout à la fois soucieuse des intérêts de tous et respectueuse de la liberté de chacun.

Tel est l'essentiel de nos conceptions qu'il ne m'appartient pas de discuter ici dans le détail.

Sous le signe de cet idéal, bien fraternellement à vous.

M. LAISANT

(1) De multiples exemples historiques sont là pour nous démontrer le rôle négatif et impuissant de l'Etat, hostile à toutes initiatives individuelles ou collectives et n'ayant d'autres soucis que de sauvegarder ses vaniteuses prérogatives.

Necrologie

ERNEST LEROY

Ernest LEROY : un de ces compagnons pour qui l'anarchie était tout à la fois rêve d'harmonie situé dans un avenir incertain et fraternité présente.

Cette fraternité s'exerça au cours d'une longue existence au service de la cause.

Il fut le contemporain de l'affaire Dreyfus et l'ami de certains de ceux qui l'animent, comme Zola et Sébastien Faure.

Il fut le témoin de Raymond la Science et le soutien de sa mère.

Il fut parmi les rédacteurs de la « Guerre sociale ».

Réformé en 1914 il peut traverser la tourmente, sans transgresser à sa foi pacifiste et soutenir les camarades dans le besoin.

La guerre terminée il se consacra à la défense des objecteurs. Combien d'entre eux gardent son souvenir !

1939 : A nouveau la folie guerrière se déchaine sur le monde.

Ernest Leroy et sa vaillante compagne se consacrent à la création d'une cantine chez les Quakers au service des prisons.

Démarches dangereuses auprès des autorités allemandes qui ont failli les faire arrêter tous deux pour leur soutien à ceux qui refusaient le travail forcé.

Lors de l'arrestation des israélites il passe deux jours et deux nuits au vélodrome d'Hiver. Pour être présent il avait accepté une tâche refusée par tous, la création et l'entretien des W.C. et le ravitaillement de la cantine ce qui lui valait des pauses de deux et trois heures aux Halles par 14° au dessous de zéro dans l'attente des arrivages.

Il a été l'exemple vivant de sa formule : « Qu'est-ce que nous serions, s'il n'y avait pas d'amour entre les anars ? »

Cet amour il l'a étendu à ceux même qui ne pensait pas comme lui et à qui il prodiguait ses forces et sa bonté.

A quatre-vingt-trois ans il a fermé les yeux sur ce monde, laissant à ses suivants l'exemple d'une vie remplie au service d'une cause dont il était digne.

M. LAISANT

LIBRAIRIE

PHILOSOPHIE

- ALAIN : Propos sur le Bonheur 2,9
- BASCH V. : L'individualisme anarchiste 6
- BONTEMPS C. A. : Le démocrate devant l'autorité ... 5
- L'homme et la race. L'homme et la liberté 8
- CAMUS A. : L'homme révolté .. 9,50
- Le mythe de Sisyphe 2,90
- CHALLAYE : Les philosophes de l'Inde 10
- CHOULGUINE A. : L'histoire et la vie — Le hasard — La volonté humaine 9
- CRESSON A. : Les courants de la pensée philosophique française (2 T.) 9
- DWIGHT M. : Partir de l'homme (au-delà du marxisme) 2,50
- FAURE S. : Propos subversifs .. 6

Groupe « Jeunes Libertaires » de BORDEAUX

CAUSERIES DU SAMEDI

Janvier :

- 5 : Revue de presse.
- 12 : Débat à partir de « La capacité des classes ouvrières », de Proudhon.
- 19 : Idem.
- 26 : « L'unique » : aspects de la pensée de E. Armand.

Février :

- 2 : Revue de presse.

Pour tous renseignements s'adresser à : Yves PEYRAUT, 15, rue Blanqui, CENON (Gironde).

LE GROUPE ANARCHISTE D'ASNIERES ET LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL organisent

Mercredi 9 Janvier 1963 à 21 heures précises au centre administratif, place de l'Hôtel de Ville à ASNIERES

UN COLLOQUE SUR LE THEME LES ANARCHISTES ET L'EDUCATION

Vie de la Fédération

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du centre administratif (deuxième et quatrième mercredi).

AIX EN PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, avenue P.-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE
« SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanqui, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J. P. Belliard (Ecole à GUERIN par Bayeux (Calvados).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FREROT, 57, route de Luon-sur-Mer à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT, Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta à FALAISE (Calvados).

GIVORS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, Chemin des Charmes à GRYGNI (Rhône).

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND.
Pour tous renseignements, s'adresser à A. DAUGUET, 15, rue Schubert, au HAVRE (Seine-Maritime).

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café Bon Accueil, 21, rue de Bonnel à LYON (3°). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à OULINS (Rhône).

MARSEILLE
GROUPE ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE.
Réunion tous les lundis de 18 h 30 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2° étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER.
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTE
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, route de Marennes, à SAINTES (Charente-Maritime).

PARIS
GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE.
Permanence chaque samedi de 15 à 19 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11°).

GROUPE LES AMITIES INTERNATIONALES
Réunion chaque samedi à 17 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11°).

GROUPE EMILE HENRY
Réunion tous les jeudis de 21 à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, PARIS (11°).

GROUPE D'ENTRAIDE
Activité : Coopérative pour une maison de vieillesse. S'adresser à Roger VENENTE, 3, rue Ternaux, PARIS (11°).

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL.
Réunion du groupe samedi 19 janvier 1963 à 15 heures précises au local de Montmartre.
Ordre du jour : Le Monde libertaire, propagande et calendrier du groupe, le 1/4 d'heure du militant sera assuré par Paul Gondy.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE.
3, rue Ternaux, Paris.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h.
Pour ces groupes, renseignements à l'U.C.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11°).

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE COMMUNISTE SPARTACUS.
S'adresser à KRAVIS, 162, rue Léon Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE «LA COMMUNE LIBERTAIRE» C.N.T., S.I.A., espérantistes - révolutionnaires. S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISON-ALFORT
GROUPE ELISEE RECLUS.

PARIS V
GROUPE KRONSTADT

HAUTE-SAVOIE
GROUPE DURRUTI.

MACON
GROUPE GERMINAL.

De Gaulle impose son budget de guerre

PAR E. VERNON

UN PAYS HEUREUX ET SANS HISTOIRES

Telle pourrait apparaître la France depuis de nombreux mois. L'année 1962 se termine dans une atmosphère léniante, la masse populaire se bousculant à la porte des magasins et des églises, paraissant satisfaite de ce que les primes de fin d'année généreusement offertes par le patronat permettent de se payer un peu plus de joyeusetés. Un contentement béat paraît universel : les état-majors des syndicats organisent les réveillons dans leurs locaux, des ouvriers côtoient leur directeur dans les voyages surprises et les stations de sports d'hiver. La conscience civique est évidemment en repos : n'a-t-on pas voté suffisamment dans les mois précédents ?

TERRIBLE RESPONSABILITE DES PARTIS DITS OUVRIERS

Les partis socialistes ayant étouffé la tradition d'action directe du mouvement ouvrier en subordonnant tout, même le rôle des syndicats à un parlementarisme forcené, continuent à jouer ce jeu parlementaire alors même que la bourgeoisie a réduit l'assemblée à l'état d'ornement.

Mais l'assemblée serait-elle demeurée « souveraine » que nous ne cesserions d'ailleurs de répéter avec Sébastien Faure que le fait même pour les individus de déléguer leur pouvoir à d'autres individus entraîne obligatoirement l'abus de pouvoir de la part des mandataires et que l'abandon de souveraineté est à l'origine de l'exploitation et de la dictature. C'est pourquoi nous ne croyons pas aux vertus d'une assemblée nationale quelle que soit la manière dont elle a été constituée, quelle que soit sa composition, et encore moins, bien entendu, quand il s'agit de celle qui siège en ce moment au Palais Bourbon, sans aucun pouvoir, et d'ailleurs prête de par sa majorité à accepter toutes les propositions ou plutôt toutes les décisions gouvernementales, sans coup férir. Les protestations vigoureuses ou timorées de l'opposition n'y changeront rien.

Si de Gaulle et son état-major de technocrates capitalistes daignent demander l'avis de l'assemblée, c'est parce qu'ils sont sûrs de se voir approuvés.

LE MYTHE DE LA DISCUSSION BUDGETAIRE

Le vote du budget est le premier exemple de la manière dont fonctionnera la nouvelle législature. Si du temps des gouvernements socialistes et autres il fallait des mois pour voter le budget, si les parlementaires étaient obligés d'accepter des douzièmes provisoires pour permettre d'attendre que le gouvernement cède devant le grand capital ou tombe, le vote du budget approuvé par le conseil des ministres a cette fois duré deux jours. Tout juste le temps pour les valets de l'U. N. R. d'applaudir de Gaulle et lui exprimer leur reconnaissance de les avoir mis là et pour les roquets communistes et socialistes d'aboyer pour montrer à leurs électeurs qu'ils ont eu raison de les élire et qu'ils sont prêts à continuer leur politique démagogique.

TOUT POUR L'ARMEMENT

Malgré l'acharnement des communistes à défendre la margarine (vendue en France en grande partie par le Groupe Unilever), malgré l'amendement « pour le principe » du groupe socialiste tendant à réduire de 1 milliard de N. F. les dépenses militaires, aucune modification importante n'a été apportée aux « propositions gouvernementales ».

De Gaulle augmente de 1,2 milliard de N. F. ses dépenses militaires sur la loi de finances 1961, malgré la fin de la guerre d'Algérie : c'est qu'il s'agit de mettre sur pied sa force de frappe. Les capitalistes qui soutiennent de Gaulle et ne s'intéressent pas à l'O. A. S., non seulement applaudissent mais se frottent les mains : la force de frappe grossira leur chiffre d'affaires de 15 milliards de N. F.

Il est effrayant de penser que le quart des dépenses de l'état sont des dépenses militaires, alors que les dépenses civiles d'équipement ne représentent pas 10 % de ce budget et que les dépenses de l'Education nationale (fonctionnement et équipement) n'en représentent que 14 %. Il ne semble pas nécessaire d'insister ici sur les pseudo mesures sociales du gouvernement.

Et encore ce budget n'est que prévisionnel : des ajustements se font au cours de l'année et c'est l'occasion pour le gouvernement de modifier les déci-

sions qui ont été débattues. C'est ainsi qu'en examinant le collectif de fin d'année on s'aperçoit que, pour ne pas augmenter la fameuse impasse budgétaire dont la faiblesse relative fait l'orgueil de Giscard d'Estaing, alors qu'il fallait trouver des fonds pour compenser les dépenses décidées par de Gaulle pour sa propagande électorale (augmentation des salaires des fonctionnaires, majoration de certaines allocations de sécurité sociale, etc.), on a supprimé des crédits de l'Education nationale. Il est amusant de remarquer en passant, au sujet de ce collectif budgétaire que M. Boulin, secrétaire d'état au budget, explique l'augmentation des crédits militaires, qui a été acceptée alors, par des rajustements dus à la hausse des prix ; les autres dépenses ne semblent pas avoir subi les conséquences de cette augmentation des prix.

On se demande bien pourquoi il y a vote d'un budget que le gouvernement modifie suivant son bon plaisir.

VERS LA DICTATURE

Les autorisations de programme du IV^e plan pour l'Education nationale ont été réduites de 7.800 à 2.800 millions de N. F. par le jeu des collectifs budgétaires. Ce qui ne signifie pas d'ailleurs que de Gaulle se désintéresse totalement dans l'immédiat de la question. Il s'intéresse au problème de l'Education nationale dans la mesure où il ne l'empêche pas d'avoir le maximum de fonds pour son budget militaire. Pour l'avenir il a confiance en son étoile, en son école privée, et... après lui, le déluge. Mais pour l'instant il faut museler les enseignants qui ont l'air de vouloir regimber et on nomme Fouchet (il a fait ses preuves !) ministre de l'Education nationale ; il fait aider l'école privée et le conseil des ministres proroge de 18 mois la loi Barangé. Comme il lui fallait sa force de frappe, il lui faut son école, de même qu'il lui faut sa RTF, comme il lui faudra sa sécurité sociale, ses ou son syndicat.

LE FINANCEMENT DU BUDGET

Il est intéressant d'envisager comment seront financées ces dépenses.

La proportion des impôts indirects, impôts sur la consommation, par rapport aux recettes budgétaires ne cesse de

croître et, sans donner dans la démagogie, nous pouvons constater que les titulaires de petits revenus sont les victimes du système fiscal français.

Si d'autre part le gouvernement clame à grand bruit qu'il n'y aura pas d'impôts nouveaux, il oublie de rappeler qu'en septembre dernier, Giscard d'Estaing avait prévu des allègements fiscaux dont on ne parle plus à l'heure actuelle. La taxe complémentaire qui était provisoire lors de sa création en 1959 sera maintenue en 1963 ; signalons que cette taxe frappe les revenus des personnes physiques et que les sociétés ne sont pas touchées par son maintien.

Et d'ailleurs, les discussions sur les recettes ne sont pas encore entamées et nous pourrions avoir des surprises si nous en croyons les déclarations récentes de Pompidou et de Louis Vallon.

Une autre forme de tripotage est la diminution de la participation de l'Etat aux budgets départementaux et aux investissements dans les grands services publics Santé, Ponts et Chaussées, Postes et Télécommunications, etc., laissant aux départements et à ces services eux-mêmes le soin de compléter leurs besoins près de leurs usagers ou contribuables.

LA BOURGEOISIE AURAIT TORT DE SE REJOUIR TROP VITE

Malgré l'optimisme gouvernemental, des pressions inflationnistes se profilent pour 1963 et la hausse des prix qu'on n'a pas réussi à juguler aura pour conséquence une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et les conflits sociaux déjà annoncés par les grèves des P. et T., de la RATP et d'Air France ne pourront que se multiplier.

Il sera moins aisé à de Gaulle de manier l'économie que la politique. Mais la lutte des classes retrouvera là son vrai terrain. Le gouvernement ne pourra pas faire surveiller tous les locaux par la police, l'armée ne pourra pas remplacer tous les mécaniciens, tous les travailleurs ne pourront pas être réquisitionnés. La bourgeoisie le sait bien qui entend mettre rapidement en place son système corporatiste qui permettrait à l'exploitation de durer. Tout le néo-capitalisme gaulliste tient donc à l'intégration des syndicats dans l'Etat. Le devoir des militants révolutionnaires est bien clair : s'opposer par tous les moyens à cette intégration.

Quand les grands voyagent

« Je me crus trop heureux d'en être oublié ; persuadé qu'un grand nous fait assez de bien quand il ne nous fait pas de mal. »

BEAUMARCHAIS

« Le Barbier de Séville »

Les premiers de ce monde se montrent plein de mansuétude à notre égard.

Les problèmes humains : communauté, pouvoirs d'achats, aide aux pays sous-développés... occupent leurs jours et troublent leurs nuits.

Ils y sacrifient leur quiétude, y consacrent leur temps, ne reculant ni devant les épreuves de voyages sorciers en sleeping ou en avion particulier, ni devant la perspective des frugalités et de l'inconfort que leur réservent les réceptions à Champs, Rambouillet ou autre Bahamas avec la dérision d'une « somptueuse villa entourée d'arbres tropicaux et d'une plage privée, de sable rose ».

Devant de pareils sacrifices à l'intérêt général le métal de Manchester ou de chez Renault fera taire ses plaintes sur la maigre de son salaire ou la puanteur de son logement.

Mais nous appartient-il de chicaner ici sur les détails des réceptions diplomatiques et des quelques milliards qu'elles engouffrent quand le bonheur du monde en dépend ?

Le bonheur du monde. Qu'est-il au juste ? Derrière cette vague entité je ne vois que le malheur de chacun.

Le bonheur est chose trop individuelle pour qu'il puisse être accolé à des formules collectives, et chose trop personnelle pour qu'il puisse être résolu par d'autres que l'intéressé.

C'est ce qui fait notre défiance à l'égard des gouvernants : rois, césars ou tribuns, traçant de façon idéale ce qu'est le bonheur et les règlements selon lesquels il faut s'y conformer.

En rang par quatre pour le bonheur général et obligatoire.

Et nous boudons ! Comment ? Nous ne sommes pas pour la communauté européenne ? pour la mise en commun des biens et des idées ? pour la répartition de tous les produits de ce monde entre tous ses habitants ?

Minute, s'il vous plaît.

Nous sommes pour tout cela sans doute, mais prévu, organisé et géré par les intéressés eux-mêmes et non par de vagues représentants.

C'est que ces diables d'hommes de quelque représentation qu'ils se couvrent ne représentent pas grand chose (si ce n'est des intérêts occultes), qu'ils possèdent au plus haut point le génie de dénaturer toutes choses, même et surtout les plus belles et les plus généreuses, celles en qui le peuple met le plus d'espoir et qui ne sauraient que le décevoir puisqu'il a la faiblesse. La paresse et la lâcheté d'en laisser le soin à d'autres en lui-même.

Communauté européenne ? Oui, sans doute, s'il s'agit d'autres choses que de la communauté des armes et de la préparation d'une

guerre contre un ennemi héréditaire qui nous sera désigné à l'heure H.

Pouvoir d'achat ? Naturellement, s'il ne s'agit pas d'un salaire minimum basé sur le choix arbitraire d'une catégorie d'objets dont on a torturé la variété pour permettre aux profiteurs de continuer à s'emplier les poches et aux producteurs de se serrer la ceinture d'un cran, s'il n'y a pas démenti perpétuel des statistiques officielles par le budget de la ménagère constatant

PAR HEMEL

que le pain, le sucre et le lait sont en hausse tandis que les économistes se félicitent de la stabilité des prix.

Aide aux pays sous-développés ?

Mais oui, bien sûr, si le blé et le riz ne sont pas octroyés à ceux qui crévent de faim moyennant leur embrigadement à tel ou tel bloc, et contre leur acceptation de servir de base militaire aux uns ou aux autres et de fournir à ceux-ci ou ceux-là leur contingent de têtes de pipe, si l'aide généreuse des pays riches aux pays pauvres est autre chose qu'une amonée monnayée pour exploiter les vivants en temps de paix et en faire une avant garde en temps de guerre.

Tout est sali, pourri, dénaturé, de ce qui passe par les mains des gouvernants, non seulement parce qu'ils sont viciés et corrompus,

mais avant tout parce qu'ils sont des gouvernants, c'est-à-dire des hommes extérieurs aux intérêts du reste de leurs semblables et par là même incapables d'en comprendre, d'en connaître et d'en sentir les besoins.

Lorsqu'ils cessent d'être des pantins inutiles et onéreux, c'est pour se montrer des dirigeants vaniteux et redoutables, prêts à sacrifier la sécurité et la vie même des hommes à leur soif de commandement.

L'histoire contemporaine nous en offre une preuve supplémentaire.

Tout ce remue-ménage diplomatique est beaucoup moins inspiré par le souci d'établir un ordre social dans les pays d'occident que pour menacer militairement et économiquement la Russie, de leur alliance.

Piètte alliance en réalité qui voit la Grande Bretagne écartée d'une communauté européenne par la France (si de Gaulle est la France) soucieuse d'en être le pivot.

Piètte alliance qui voit les U.S.A. craindre la concurrence de ses alliés sur le plan atomique et ne considérer l'Europe que comme un débouché à son industrialisation, et non comme un nouveau producteur capable de rivaliser avec eux en tous domaines.

Piètte alliance qui voit la rivalité et les sordides marchandages des puissances de l'Ouest.

Piètte alliance où le sort des hommes et leur niveau de vie n'est qu'un paravent aux ambitions politiques et militaires.

Piètte alliance où tous les peuples de la terre n'ont rien à gagner.

Que les grands de ce monde, puisqu'ils sont, se contentent d'être des parasites, c'est de cette façon qu'ils sont le moins néfastes.

Lorsqu'ils se mêlent d'agir pour quelles causes que ce soient, le monde entier est en péril.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration

3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENT A 12 NUMEROS

France 10,00 F.
Etranger 11,50 F.

★
Changement d'adresse
0,30 NF en timbres-poste

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie des Gondoles
(S.A.R.L. au capital de 10.000 NF)
4 et 6, rue Chevreul. Tél. BEL. 27-93
Choisy-le-Roi (Seine)

LES CACIQUES A LA RETRAITE ?

Le Parti Communiste depuis quelques années nous donne le spectacle d'un phénomène constant : la formation de groupes d'opposition animés par un leader impatient et qui répand sa « doctrine invariablement démocratique » à l'aide d'opuscules fumés. Le processus de sa liquidation est également invariable. Le « Caïd » quitte le parti sous l'investiture courante un dos façonné par des années de « souplesses » pour essayer, sans grand succès, de se refaire une virginité autre part. Certains militants se taisent et s'accrochent, ils fourniront le noyau de la prochaine fournée, mais la plupart sont expulsés ou s'en vont écurés et alors tout naturellement le P. S. U. devient leur refuge où ils retrouvent les marquis avec lesquels ils ont en commun un intellectuelisme indigent qui se nourrit de parolotes et de formules qui n'ont pas même la saveur de l'originalité ces théoriciens en chambre se contentant de tailler dans des philosophies voisines, voire contradictoires avant d'essayer de nous refiler leur camelote mal recousue pour du neuf. Et c'est ce qui explique que le P. S. U., ce parti bourré d'intellectuels, stagne malgré l'appui que la « calotte » d'extrême gauche lui fournit par le truchement des syndicats chrétiens.

Il semble cependant que depuis quelque temps les communistes en rupture de parti ne dédaignent plus les groupements encore plus à gauche ! Je dis tous les groupements quitte à se replier au P. S. U. aussitôt démasqués. Non pas que ces réalistes croient par là atteindre les masses. Mais au Parti communiste les chefs ont vieilli. Moscou grogne et ce coup-ci !... le coup Jean DRU, pourrait être le bon ! Et ces lecteurs, assidus de la « Maladie infantile du communisme », se sont fait ce simple raisonnement. Le départ de Thorez et consorts pourrait amener un regroupement des forces révolutionnaires sur une politique à l'italienne. Dans ce cas les vieux cadres du parti, les épaves avachies sous le harnais seraient irrécupérables. Mais, par contre, dans les organisations d'extrême gauche, rassurées par le nouveau cli-

mat et séduites par la fameuse « efficacité » on pourrait trouver des militants jeunes et enthousiastes, capables d'assurer la relève des cadres subalternes.

Projet en l'air ? Peut-être, mais regardons sur la frange de ces partis où se tiennent les militants qui ont le « cul » entre deux selles. Nous serons édifiés.

LES PRETRES AVAIENT INSTALLE DIEU DANS LE CIEL !

Il y a deux mille ans, les prêtres, instruits par les expériences du passé, de la fragilité des divinités, avaient placé Dieu dans des cieus qu'ils croyaient inaccessibles à la connaissance. Mais les hommes ont trouvé le ciel et s'approprient à faire l'inventaire du cosmos. Fini les anges dodus sur les nuages roses ! La curie l'a bien compris. Et le pasteur qui ne porte plus la couronne d'épines, mais la tiare enchâssée de joyaux, a réuni ses ministres.

Oh ! pour de courtes semaines ! Juste le temps que la pourpre se déploie avec faste, que la foule s'éblouisse, que la discussion sur le catalogue dessine les grands courants ; puis le flot des évêques s'est retiré laissant derrière lui une écume en robe de bure. Le travail sérieux va commencer ! Un travail que domine l'ombre de Teilhard de Chardin.

Le savant qui a tenu entre ses doigts un crâne de Sinanthrope datant de plus de trois cent mille ans a eu bien du mal à faire pénétrer ce document dans la genèse et chez lui l'intelligence et la foi se sont trouvées en conflit. Ce conflit est celui de l'Eglise qui après avoir mis le célèbre jésuite à l'index s'est interrogée sur les méthodes qui permettront une fois de plus de verser au crédit de l'imposture les découvertes de la science.

Et c'est là, la vraie raison du concile, ou plutôt de sa suspension momentanée. L'Eglise va être obligée sous une forme ou sous une autre de remanier les lois sur la révélation et d'admettre sous une forme ou sous une autre celles de l'évolution. Mais d'abord il faut abriter le mythe de l'être suprême que le ciel trop perméable ne protège plus. Travail passion-

nant comme s'avérera aussi passionnant celui de l'intelligence une nouvelle fois acharnée à forcer l'erreur dans des retranchements où les prêtres l'auront dissimulée.

UN HONNETE HOMME : MONSIEUR ANDRE LAFFOND

Il suffit que des remous secouent les eaux sales de la politique pour qu'on voit Monsieur André Laffond remonter à la surface ! — Oh ! ne croyez pas que cet homme d'honneur (sic) ait subitement senti le besoin de respirer l'air frais. Les grenouilles ridaient le marais et Monsieur Laffond éprouvait le besoin de pouvoir pointer haut, un museau singulièrement effilé.

Monsieur Laffond est dans la tradition. Les lampions viennent de s'éteindre et il se précipite au devant de la scène. Dans la cuisine qui se prépare il a négocié une monnaie dont l'U.N.R. est pauvre : l'expérience syndicale. Et de l'expérience syndicale Monsieur André Laffond en a ! : minoritaire dans la C. G. T. en 1948, membre des C. A. S. au moment de la scission qui devait aboutir à la création de Force ouvrière, appartenant au comité de « l'UNITE », journal syndical qu'il devait torpiller, Monsieur André Laffond vient de choisir dans l'alphabet un certain nombre de lettres qui formeront le sigle de l'organisation syndicale jaune à l'ombre de laquelle il abritera sa vertu.

Monsieur André Laffond a inauguré son dernier reniement par une conférence de presse. Il en a profité pour nous déclarer que la lutte des classes était dépassée ! Pour lui bien sûr et comme on le comprend le cher homme. Monsieur Laffond veut intégrer le Syndicalisme, qu'il dit. En réalité il veut que le Syndicalisme s'intègre à son ambition démesurée.

Monsieur André Laffond est une canaille, intelligente certes, mais une canaille qui traîne derrière lui un lourd boulet que ses maîtres trouveront bien encombrant et comme les valets de bonne maison, Monsieur Laffond en prenant de l'âge, rétrogradera, de l'Office aux cuisines, avant de finir sa carrière aux écuries.

LE REVEIL DU LION

Le groupe socialiste au Parlement a saisi l'occasion de la rentrée pour rappeler son programme. Socialisation des moyens de production. Suppression des classes. Internationalisme ouvrier et j'en passe !...

Ne souriez pas ! Ce retour aux sources, le Conseil National qui s'est tenu à Puteaux l'a confirmé.

Monsieur Mollet s'est exclamé : « Je voudrais bien retrouver le parti de jadis » avant de proposer « il nous faut retrouver le vieux langage qui doit être redit », en ajoutant, cet homme, avec une indignation qui se comprend : « Je crains que nous ne soyons tombés dans l'électoratisme. »

Nous n'avions pas jusqu'à aujourd'hui trouvé de vertus bien probantes au suffrage universel, mais il nous faut convenir que ce système en possède au moins une ! Celle de rendre brusquement lucide les pitres qu'ils suscite avant de les vomir.

Ce à quoi l'appareil du parti socialiste réuni à Puteaux pour colmater les brèches du raffiot n'a pas réfléchi c'est que vingt ans de propagande imbécile ont contribué à préparer les populations à remettre à un sauveur les destinées du pays. Monsieur Mollet et ses complices n'ont pas seulement tué le socialisme parlementaire qui de toute façon ne pouvait qu'être l'alibi du pouvoir de l'Etat. Ils ont fait repousser l'échéance révolutionnaire du pays.

Ce que voudrait bien retrouver Monsieur Mollet, derrière sa phraseologie de marxistes à poignes ce sont des électeurs et grâce à eux le pouvoir qui en lui permettant d'arroser le clan le maintiendrait en selle.

Ce qu'à Puteaux on n'a pas voulu comprendre, c'est que l'histoire ne se caresse pas à rebrousse-poil. La sociale démocratie est morte étouffée par les combines électorales, par les guerres coloniales, par les reniements doctrinaux. Allons, Monsieur Mollet, écarter-vous du devant de la scène. Ce qui monte est singulièrement plus solide, plus dur, plus pur. Ce qui monte poussé par l'avenir c'est le socialisme libertaire.

CONFERENCE

A MONTMARTRE, LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL REÇOIT

La salle est pleine à craquer. La réunion organisée par le Groupe Louise Michel, avec le concours de la Libre-pensée de Montmartre, fait recette. Le service d'ordre canalise des auditeurs pour la plupart des jeunes ; ce qui vérifie cette opinion de notre groupe que la jeunesse fatiguée des bavardages à prétentions philodotinales ou personnelle, à commencer par le conférencier, ne s'y retrouve, a envie de voir traiter des sujets de façon claire et précise qui s'intègrent à l'actualité.

Au nom du Groupe Louise Michel notre camarade Maurice Joyeux ouvre la séance ; puis présente André Lorulot, le conférencier. Il fait un parallèle entre l'action de la Libre-pensée de Montmartre attelée à la tâche de libérer les cerveaux de « rets » confessionnels et celle du Groupe Louise Michel organisation pour la plus grande part composée d'ouvriers révolutionnaires, inspirée de Proudhon, Varlin, Makhno, pour qui l'action est inséparable de la culture qu'elle extrait des cénacles où les bourgeois libéraux la confinent comme « tranquillisant » à l'usage des intellectuels momentanément énervés.

Puis A. Lorulot aborde son sujet : « Les grenouilles cherchent un roi ». Le roi, les grenouilles l'ont trouvé — c'est de Gaulle —. L'orateur nous brosse un tableau saisissant et clair de la montée sournoise du fascisme dans notre pays ; puis il nous fait saisir la caution morale que l'Eglise apporte à cette entreprise totalitaire. La démonstration est soulignée par les applaudissements d'une salle enthousiaste. Dans sa péroraison l'orateur appelle à l'union des anti-fascistes sur quelques points d'un programme précis pour faire le barrage à la lente dégradation de nos libertés. Enfin, il termine en clamant sa foi dans un avenir que le socialisme libertaire doit féconder.

De nombreux contradicteurs se présentent et il faut toute la souriante fermeté de notre camarade GLOCK-SAMSON du Groupe Louise Michel, qui préside cette réunion pour que notre Tribune reste ce qu'elle a toujours été, une Tribune libre où les contradicteurs peuvent librement s'exprimer même si, comme ce fut le cas, ces contradicteurs se réclament des mêmes disciplines religieuses et viennent à la queue leu-leu nous raconter les mêmes sornettes.

Les jeunes militants du groupe qui ont couvert l'arrondissement d'affiches, canalisent la sortie, qui s'effectue dans l'enthousiasme. Ils vendent le journal et surtout fournissent à cette jeunesse avide de savoir les renseignements indispensables. De nombreuses demandes d'adhésion au Groupe sont enregistrées. Et une fois de plus, la population du 18^e arrondissement de Paris peut se convaincre qu'à Montmartre le mouvement libertaire représenté par le Groupe Louise Michel est en état de faire face aux partis politiques quels qu'ils soient.

Le Groupe Louise Michel

LA LOYALTE DE LA R.A.T.P.

(Suite)

Dans notre précédent numéro nous dénoncions les agissements de la R.A.T.P. envers son employé Bernard Lévine, mis à la retraite neuf mois avant les délais prévus pour un congé de longue maladie.

Condamnée à régler ce qu'elle doit, elle prétend retenir un secours exceptionnel (adressé un an plus tôt alors qu'elle refusait de verser les appointements de son employé.)

En dernière version la R. A. T. P., non seulement déclare maintenir le retrait de la somme versée, mais refuse à l'intéressé le droit aux dommages et intérêts, « son licenciement ayant eu lieu selon les formes prévues par le statut du personnel ».

Ne pas payer leur salaire à ses employés est de la plus grande régularité selon la R. A. T. P.

CLINS D'OEIL

Le rhinocéros

Salvador Dali a cru bon de féliciter Brassens et de l'aborder par ces mots : « Je suis là parce que j'aime les anarchistes : Je suis moi-même anarchiste, mais si paradoxal que cela puisse sembler... je suis monarchiste. Je pense qu'il faut en haut une autorité et en bas la plus grande expression de l'individualisme : l'anarchie.

Ne nous étonnons plus de la peinture un peu... particulière.

Et de deux

Interview à la Radio à la suite du prix du Quai des Orfèvres décerné à Roger Pierre et Jean Marc Thibault.

— Je crois que ce n'est pas le premier prix que vous obtenez ?
— Non, nous avons déjà eu le prix de la Radio, c'est à la suite de cela que nous avons été interdits à la Radio.

(Le speaker toussote et enchaine) :

— Et que comptez-vous faire du montant de ce prix de la préfecture ?

— Eh, bien ! cela pourra servir à payer nos contraventions. Du coup l'émission s'est trouvée écourtée.

Intolérable

La presse nous apprend que Mac Millan est venu à Rambouillet pour chasser le faisane.

Après de pareilles allusions on comprend que de Gaulle soit réticent vis-à-vis de la Grande Bretagne.

A REBrousSE-POIL

Bâtir pour l'éternité

Dans un pays d'Amérique du Sud, un colonel a porté plainte pour abus de confiance contre une femme qui, assure-t-il, l'avait dupé. Cette femme lui aurait tenu le langage suivant :

« Il y a de plus en plus de gens sur la terre. Et comme tout ce monde finit par mourir à plus ou moins longue échéance, l'au-Delà est de plus en plus surpeuplé.

« La crise du logement y sévit. Le Grand Architecte lui-même ne sait plus où donner du compas. Il a beau tirer des plans sur la comète sur sa gigantesque planche à dessin : la construction n'arrive plus à suivre, et les très hauts buildings du Très-Haut ne sont plus assez hauts !

« C'est pourquoi, d'accord avec Lui, nous avons créé une agence immobilière de l'au-Delà qui se charge, moyennant paiement d'avance, de vous préparer chez les bienheureux un bon petit appartement que vous serez aise de trouver si tôt débarqué, et qui vous épargnera les très longs délais exigés de quiconque attend (c'est le cas de le dire) le dernier moment.

« Voyez nos tarifs : ils varient selon le confort. Il y en a pour toutes les bourses, avec

ou sans salle de bains, avec ou sans ascenseur. On peut acheter copropriété, ou louer d'après la surface corrigée. Et naturellement, c'est l'Enfer qui sert de chauffage central. »

Le colonel s'était empressé de souscrire. Puis, des amis de peu de foi lui ayant mis le doute au cœur, la méfiance, à la longue, lui vint. D'où sa plainte.

Je dirai tout de suite que, si j'étais juge dans le pays sud-américain où se débattait cette affaire Pouillon des sépulcres, je débouterais le colonel et renverrais la femme en question des fins de la poursuite. Aucune personne physique n'est, à mon sens, fondée en droit à tenter un procès pour vente ou location de biens non physiques, et même totalement immatériels par définition.

Une seule personne, selon moi, est habilitée à poursuivre la prévenue, et c'est une personne morale, comme on dit en cette matière. J'ai nommé l'Eglise catholique.

Elle seule a pris, depuis un temps convenable, toutes les options qu'il faut pour trafiquer légalement de l'au-Delà. C'est elle que cela regarde ; c'est elle qui a le monopole des lotissements publics et privés dans cette région mystérieuse. Elle

seule peut exciper d'un préjudice : on a pectiné ses plates-bandes ; elle est victime d'une concurrence déloyale au royaume qui n'est pas de ce monde.

Or, vous remarquerez que l'Eglise catholique cons.ruit peu dans les nuées paradisiaques et les brouillards élyséens ; c'est sur terre qu'elle bâtit et qu'elle se bâtit : Tu es retrus... Les habitants de la rue Cler, à Paris, en savent quelque chose.

Il y a vingt-cinq ans, on a élargi cette rue à la hauteur de l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois. En rognant l'église ? Bien sûr que non : en rognant les immeubles qui lui font face, en reculant les limites de leur alignement. Il s'agissait de prolonger la rue. Puis ce projet fut abandonné. De sorte que l'élargissement réalisé se trouva sans objet. Le conseil municipal a donc renoncé au terrain gagné et permis qu'il fût de nouveau recouvert par un agrandissement... des immeubles ? non pas : de l'église !

Mais là, bien entendu, il n'est pas question d'abus de confiance. Tout le monde sait que dans la région parisienne c'est une vraie pitié : ça manque d'églises partout, Dieu ne sait plus où se loger !

Un détail, à ce propos, semble être resté obscur dans l'affaire d'Amérique du Sud : la dame qui escroquait si bien les colonels en leur permettant un « petit trou pas cher » dans l'au-Delà a-t-elle aussi escroqué des évêques en leur proposant de construire des églises chez les trépassés ?

P.-V. BERTHIER

Les délices du pouvoir OU LA contre-révolution algérienne

Combien pouvait être sympathique cette insurrection populaire, partie des entrailles du peuple algérien, forçant l'admiration du monde entier par son courage, son audace. Et pourtant, contrairement à de nombreux camarades de la gauche, qui ne comprennent pas notre attitude, nous nous sommes obstinés à ne pas confondre les militants armés de l'ALN avec les politiques du FLN (pudiquement appelés : « délégation extérieure »).

Puisant ses combattants parmi le petit paysan très pauvre, parmi les ouvriers travaillant ou ayant travaillé en France, parmi enfin, les étudiants algériens, la Révolution algérienne se forgeait un programme signé du sang de près d'un million de siens tombés dans la lutte contre la domination coloniale, lutte qui devenait peu à peu une tentative de révolution sociale.

Hélas, hélas, hélas ! Il y a loin du Ben Bella combattant, puis prisonnier, au Ben Bella président du Gouvernement. Il y a entre ces deux aspects du même homme tout ce qui peut séparer, opposer, le militant révolutionnaire à l'homme d'Etat. On peut comprendre plus aisément, maintenant, pourquoi, il y a quelques mois, un professionnel de la politique tel que Ferhat Abbas (qui fut même député « français »), soutenait Ben Bella avec autant d'ardeur et de conviction. Il a eu sa récompense (nous voulons dire son « fromage ») puisque le voilà président de l'Assemblée Constituante. On comprend aussi pourquoi les combattants des wilayas III et IV formulaient les plus expresses réserves contre Ben Bella et sa clique de politiciens véreux et avides de places. On comprend aussi pourquoi ceux qui avaient risqué leur vie dans la lutte armée quotidienne reprochaient aux hommes aveuglés et ivres de leur « nouveau pouvoir » d'avoir écarté les militants de l'Union Générale des Travailleurs Algériens et de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens des travaux qui devaient aboutir à des structures de la société algérienne.

Nous avons toujours affirmé, et nous continuerons à le faire, que la Révolution sociale ne passe pas par des partis politiques (même si on les qualifie de socialistes ou de communistes). Pourtant, nous avons ressenti avec une certaine amertume l'interdiction du Parti de la Révolution Socialiste et du Parti Communiste Algérien. Nous avons décelé dans cette mesure la volonté délibérée des Ben Bella, des Khider, des Abbas et autres Farès de s'entendre avec ceux qui restent des colonialistes et de tourner le dos à la Révolution sociale en Algérie. On a interdit ces deux groupements, parce que l'on a peur du « communisme » et de la « révolution socialiste », et on a peur parce qu'on veut « s'arranger » avec les capitalistes des banques, des sociétés pétrolières françaises ou autres. M. Ben Bella et ses complices contrerévolutionnaires veulent même domestiquer les syndicats de l'U.G.T.A. Ainsi les dirigeants de cette centrale syndicale seraient désignés par le Bureau Politique du FLN et le gouvernement. Comme dans l'Espagne de Franco.

Mais M. Ben Bella et ses acolytes feraient bien de se méfier. Pas plus en Algérie qu'en Espagne ou ailleurs, les travailleurs de la ville, des champs et des facultés ne sont disposés à accepter sans réactions. M. Ben Bella doit se rendre compte que ce renard dans l'U.G.T.A. Et ce n'est peut-être qu'un commencement.

SABLIER.

Luttes pour l'égalité des races à Houston (Texas)

De temps à autres la presse nous rapporte les moments les plus spectaculaires des luttes contre la ségrégation qui affectent le Sud des Etats-Unis. Elles nous apparaissent ainsi comme sporadiques et décousues, alors qu'il existe en fait une poussée continue des militants anti-racistes.

Un de nos camarades de la « Libertarian League » a participé à ces luttes pendant près de deux ans et nous avons pensé que nos lecteurs et nos militants seraient intéressés par un condensé du récit qu'il en a fait (1). Certaines des actions relatées dateront bientôt de trois ans, mais nous sommes persuadés que l'ambiance décrite et les conclusions proposées sont toujours d'actualité.

LA REDACTION

Le 1^{er} mars 1960 a eu lieu à Houston (Texas) la première manifestation en faveur de l'intégration raciale. La cible choisie était le snack-bar d'un des plus importants supermarchés dans un secteur où la population est composée de 75 % de Noirs. Une centaine d'étudiants noirs s'assirent aux tables, mais on refusa de les servir. Une partie des clients du magasin vinrent voir ce qui se passait et la majorité des spectateurs blancs prirent résolument parti contre les manifestants. Il n'y eut aucune violence et il ne fut procédé à aucune arrestation. Mais un grand nombre de Noirs continuèrent leurs achats pendant la manifestation et certains participants auxquels nous nous sommes adressés nous dirent qu'ils avaient du mal à croire que des Blancs puissent accepter de les seconder dans leur combat pour obtenir l'égalité des droits.

Le 4 mars un jeune Noir qui n'était pour rien dans les événements précédents fut entraîné dans une automobile sous la menace d'un pistolet par 4 Blancs masqués. Les lettres KKK (2) gravées dans la chair il fut frappé avec une chaîne et abandonné pendu à un arbre par les talons. Les assassins furent arrêtés, mais l'affaire semble avoir été étouffée.

Les manifestants du premier jour fondèrent l'Association de la Jeunesse Progressiste (P. Y. A. = Progressive Youth Association) dont les buts étaient : intégration complète des Noirs, émancipation politique et civique, développement des possibilités d'instruction, établissement de meilleurs contacts inter-raciaux, propagation des idéaux démocratiques, amélioration du statut économique et des possibilités de travail. Les membres de la P.Y.A. étaient des étudiants noirs de l'université du Sud-Texas, plus quelques élèves d'un collège réservé aux Blancs.

Peu à peu les manifestations s'étendirent à plusieurs autres supermarchés et grands magasins de Houston. Bien qu'un nombre important de Noirs n'aient pas boycotté les magasins qui refu-

saient l'intégration, en août 1960 tous les magasins des faubourgs et tous les supermarchés des quartiers à forte population de couleur ouvrirent leurs restaurants aux Noirs. Il est intéressant de noter que ce furent alors surtout les étudiants et les membres des professions libérales qui profitèrent des nouveaux avantages, les ouvriers continuant à utiliser les méthodes moins commodes du temps de la ségrégation totale.

Le 12 février 1961 la PYA lança la campagne pour l'intégration dans les trois cinémas les plus importants des faubourgs : tandis qu'un groupe mixte, principalement composé d'étudiants, faisait le piquet aux portes, des étudiants noirs demandaient des tickets à la caisse. Les piquets chantaient souvent « God bless America » en substituant « my segregated home » (mon foyer à ségrégation) à « my sweet home » (mon doux foyer).

Comme de temps en temps des contre-manifestants blancs essayaient de provoquer des bagarres, la PYA ne put envoyer des piquets qu'à intervalles irréguliers. Et au contraire des manifestations dans les snack-bars, celles devant les cinémas furent ponctuées d'arrestations sous toutes formes de prétextes fallacieux : une fois les manifestants furent embarqués vers le poste de police parce qu'une pancarte avait égratigné un passant et bien que ce dernier n'ait aucunement protesté. Pendant ce temps les contre-manifestants n'étaient pas inquiétés.

De toute manière les patrons des cinémas n'appréciaient guère ces manifestations car une partie du public possible respectait les consignes de boycott et une autre partie préférait le spectacle de la rue à celui de l'écran.

Le seul restaurant pratique pour les voyageurs, à la gare principale, pratiquait encore la ségrégation. Les patrons des autres avaient retardé l'intégration surtout par peur de perdre leur clientèle blanche, le patron de celui-là agissait vraiment par haine envers les Noirs.

A partir de février 1961 la PYA effectua de nombreuses tentatives pour l'obliger à modifier son comportement. La première fois 14 étudiants noirs s'installèrent à diverses tables. On ne les servit pas, on les pria de s'en aller et comme ils refusèrent on les fit arrêter pour « vagabondage ». Le lendemain soir 70 autres étudiants noirs étaient là, pour protester contre les arrestations de la veille : 48 d'entre eux refusèrent de se disperser et furent conduits en prison. Un jeune Blanc qui participait à leur action fut insulté par les prisonniers blancs parce qu'il militait en faveur de l'égalité des races.

En août 1961 une autre tentative fut effectuée par un groupe de « Freedom riders » (randonneurs de la liberté) venus de Californie. A la prison locale les Noirs et les Blancs se retrouvèrent dans les mêmes cachots et on put dire que c'était le seul hôtel d'Houston où on ne pratiquait plus la ségrégation. Malheureusement il ne fut plus question de plaisanter après le transfert à la prison du comté où les manifestants furent séparés par race et où on prévint les autres prisonniers blancs que ceux qui arrivaient étaient intégrationnistes : deux d'entre eux furent lynchés par leurs compagnons de cellule.

Au procès qui eut lieu dans la première semaine de septembre l'avocat de la défense ridiculisa le plaignant, Burleson, patron du restaurant de la gare. Quand on lui demanda de préciser devant le tribunal ce qu'il entendait par « manifestation », Burleson répondit qu'un tel acte était le fait des intégrationnistes. Quand on lui demanda de définir ce qu'il entendait par « intégrationnistes », il répondit qu'il s'agissait d'un groupe d'hommes qui pénétraient dans son établissement et essayaient d'intervenir dans ses affaires. Quand on lui demanda alors ce qui caractérisait un tel groupe d'hommes il répondit qu'ils faisaient une manifestation.

Question (l'avocat) : S'agirait-il d'une manifestation si tous les membres du groupe étaient blancs ?

Réponse (Burleson) : Non.

Q. : S'agirait-il d'une manifestation si tous les hommes du groupe étaient noirs ?

R. : Oui. De même que si certains étaient blancs et d'autres noirs.

Burleson ajouta qu'il ne servait les Noirs à son restaurant que lorsqu'il s'agissait de militaires en déplacement avec des militaires blancs et qu'alors il servait les Noirs dans la cuisine, mais ja-

mais dans la grande salle.

Les manifestants intégrationnistes furent condamnés chacun à 100 dollars d'amende.

De l'ensemble des constatations qui ont pu être faites il ressort qu'un remaniement des lois ségrégationnistes en vigueur dans le Sud n'améliorerait que bien peu les relations inter-raciales.

L'observation essentielle fut que les deux communautés montraient généralement une grande apathie. Très peu nombreux furent les Blancs qui montrèrent que leur haine pouvait aller jusqu'au lynchage. Dès que les manifestations dans les bars se multiplièrent, au lieu de réagir avec hostilité la plupart se contentèrent de les ignorer. Et très peu de Blancs acceptèrent de soutenir les manifestations, ne s'exprimant qu'en accordant leur appui moral.

De même, au début, la réaction des Noirs fut molle ; très peu observaient les consignes de boycott des magasins ségrégationnistes. Mais dès les premières arrestations, en mars 1961, l'indifférence superficielle fit place à un magnifique mouvement de solidarité. Malgré cela la PYA, largement soutenue par les étudiants noirs, ne comptait que 30 à 35 militants en permanence. Et si ces jeunes ont participé sans complexe à la lutte pour l'égalité des droits, leurs opinions sur d'autres problèmes sociaux sont libérales, dans le meilleur des cas. La plupart donnent l'impression de vouloir n'être que de bons Américains croyants et patriotes qui se donnent pour but d'être acceptés dans la société bourgeoise blanche (3).

S'il est normal que les groupements révolutionnaires aident sans équivoque des jeunes mouvements tels que la PYA, ils doivent se garder de perdre leur personnalité ou d'oublier leurs objectifs plus vastes. Car nous devons nous souvenir en permanence qu'en dehors des luttes contre le racisme de telles organisations peuvent prendre des positions nettement conservatrices. Pour nous la lutte contre la ségrégation doit être élargie, car elle n'est qu'un aspect de la lutte contre l'ordre social responsable non seulement des haines raciales, mais aussi de l'esclavage des hommes sous toutes ses formes.

H. W. (Traduit de l'anglais)

(1) Paru dans « Views and Comments », n° 34, juin 1962, New-York.

(2) Initiales du Ku-Klux-Klan.

(3) Ce n'est pas le cas des « Freedom riders » qui, pour la plupart, sympathisent au moins avec le pacifisme.

L'affaire de l'Everyman III

Le mercredi 26 septembre, à 14 heures, l'Everyman III, un ketch de 48 pieds, monté par douze pacifistes, prenait la mer à Grassevend, près de Londres, en direction de Leningrad via Ostende, Amsterdam, Hambourg, Kiel, Copenhague et Stockholm, pour protester contre la reprise des expériences nucléaires soviétiques.

Douze hommes, persuadés que tous les essais d'armes nucléaires, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, sont potentiellement meurtriers. Douze hommes découragés, dégoûtés, écœurés des discussions stériles des diplomates et spécialistes militaires. Douze hommes conscients que l'humanité ne pourra continuer à exister si elle coopère avec la politique de la guerre froide, à la course aux armements, à la reprise intensive des expériences nucléaires. On parle sans cesse de préserver la paix, chaque nation propose un programme de désarmement à son avantage tout en consacrant une part considérable de son budget à la préparation de la guerre. L'unique moyen de mettre fin à cette situation est qu'un peuple se dresse et serve de puissant exemple

moral aux autres peuples.

Patronnée par plusieurs organisations pacifistes, appuyée par le philosophe britannique Bertrand Russell qui écrivit au Comité de Paix Soviétique en exprimant son espoir de voir l'équipage de l'Everyman III favorablement accueilli à Leningrad et en U. R. S. S., la manifestation appelait le peuple russe à exprimer son opposition à la politique de son gouvernement et se proposait de demander :

- l'arrêt immédiat de tous les essais d'armes nucléaires ;
- le commencement du désarmement, quelle que soit l'attitude des autres nations ;
- l'élaboration de programmes qui assureraient le reclassement des militaires et des travailleurs des industries militaires ;
- la mise au point de programmes d'aide non-militaire aux peuples sous-développés.

Sous le prétexte que des offres « raisonnables » avaient été faites aux Etats-Unis par le gouvernement soviétique, et que les expériences n'étaient reprises que dans un but « purement » défensif, le Comité de Paix Soviétique refusa

son appui au projet. Une telle position, impliquant un double standing de moralité, ne pouvait être acceptée par les membres d'un mouvement de paix international et réellement indépendant. Ils poursuivirent leur voyage, fermement décidés à distribuer les 50.000 tracts en langue russe qu'ils emmenaient avec eux.

L'Everyman III arriva à Leningrad le 20 octobre, escorté par des unités de la marine soviétique. Il jeta l'ancre à deux miles du port. Ce même samedi, l'équipage fut reçu par le Comité de Paix de Leningrad. Les membres de ce comité signalèrent que leur responsabilité était limitée à cette rencontre, qui dura huit heures.

Le lundi 22, l'autorisation de descendre à terre leur était refusée. Passant outre, ils tentèrent en vain de débarquer le mardi 23. Ils furent repoussés par une cinquantaine de soldats soviétiques. Trois hommes de l'équipage se jetèrent à la mer pour essayer de parler avec la foule. Ils furent repêchés et reconduits à bord du voilier. L'équipage saborda alors le navire. Les Russes cômatèrent les

brèches, ligotèrent et enfermèrent l'équipage en attendant que le ketch soit remorqué hors des eaux territoriales soviétiques.

En apprenant l'échec de la manifestation, une délégation des organisations ayant patronné le mouvement protesta, le 24 octobre, auprès du Chargé d'Affaires Soviétiques à Londres, Monsieur Stratenken, qui déclara ne pouvoir agir en faveur de l'équipage de l'Everyman III. Trois maquettes du ketch, destinées à un hôpital d'enfants de Leningrad, lui furent alors remises par les membres de la délégation.

L'Everyman III regagna Stockholm. Cette tentative n'aura pas été vaine dans la mesure où elle démontre qu'il n'est pas suffisant de parler de paix, mais qu'il faut agir. Lorsque suffisamment de gens refuseront d'appuyer la guerre et sa préparation, lorsqu'ils feront entendre leur désir de vivre et clameront bien haut leur refus de crever comme des chiens sur les champs de bataille de l'ignominie historique, le désarmement général sera un fait accompli.

Gérard SCHAAPF

LE CALENDRIER DE LA REVOLUTION

1918

29 octobre : L'amiral von Hipper donne l'ordre à la flotte allemande ancrée en rade de Schillig d'appareiller le lendemain en vue d'un combat décisif. Troubles à bord de nombreux navires.

30 octobre : L'expédition est ajournée « sine die ». Le chef d'escadre décide de mater au plus vite la révolte qui gronde.

31 octobre : Après plusieurs sommations, les équipages cèdent devant la force. 400 matelots sont débarqués et incarcérés.

2 novembre : A Kiel, les marins réclament la libération de leurs camarades emprisonnés. A Berlin, délibération entre Karl Liebknecht (mouvement spartakiste) Müller, Daumig (aile gauche des syndicats), Haase, Dittmann, Ledebour (socialistes indépendants) : la situation n'est pas jugée suffisamment mûre pour le déclenchement de la révolution.

3 novembre : A Kiel, plusieurs milliers de manifestants civils et militaires qui se dirigeaient vers les maisons d'arrêt, se heurtent à des patrouilles : plusieurs morts et blessés. L'amiral Souchon, gouverneur de la ville, demande des renforts.

4 novembre : Gustav Noske, délégué des socialistes majoritaires, arrive à Kiel. Le drapeau rouge est hissé sur la plupart des vaisseaux de guerre. Les mutins, au nombre de 20.000 environ, s'organisent en un conseil de soldats. Grève générale.

5 novembre : Noske se fait nommer gouverneur de Kiel. Les marins s'emparent de la ville de Lübeck.

6 novembre : A Hambourg, 70.000 personnes rassemblées adoptent un programme révolutionnaire élaboré par Fritz Wolffheim (gauche radicale). Création de conseils d'ouvriers et de soldats dans plusieurs cités maritimes voisines.

7 novembre : A Munich, 150.000 personnes assistent à un meeting présidé par le leader socialiste indépendant Kurt Eisner. Proclamation de la République. Fuite du roi de Bavière.

8 novembre : La vague révolutionnaire déferle sur toute l'Allemagne. Rosa Luxemburg (spartakusbund), emprisonnée à Breslau, est libérée. Kurt Eisner forme un gouvernement de coalition avec les socialistes majoritaires ; il en devient le président du conseil et le ministre des affaires étrangères.

9 novembre : A Berlin, des milliers d'ouvriers et de soldats marchent vers le centre de la ville, siège de la puissance impériale. Abdication de Guillaume II. Démission du prince Max de Bade, chancelier du Reich, en faveur d'Ebert (socialiste majoritaire). Proclamation d'une « république démocratique » par Scheidemann (s. majoritaire) et d'une « libre république socialiste » par Liebknecht... Les Indépendants acceptent de collaborer avec les Majoritaires ; Liebknecht, au nom du Spartakusbund, refuse de participer au nouveau gouvernement. Le pouvoir exécutif est remis à un Conseil des Commissaires du Peuple composé de trois Majoritaires (Ebert, Scheidemann, Landsberg) et de trois Indépendants (Haase, Dittmann, Barth). Accord secret entre Ebert et le maréchal Hindenburg.

10 novembre : Guillaume II s'enfuit en Hollande. Le roi Frédéric-Auguste III de Saxe est chassé du trône.

11 novembre : Signature de l'armistice.

25 novembre : Conférence nationale des gouvernements des divers états allemands.

26 novembre : La Bavière rompt les relations avec Berlin.

30 novembre : Le roi de Wurtemberg, dernier monarque en place, est chassé du trône.

6 décembre : A Berlin, premier heurt sanglant entre spartakistes et majoritaires ; 16 morts.

8 décembre : Démonstration de masse organisée dans la capitale par le Spartakusbund : 150.000

personnes manifestent, protégées par des groupes armés.

9 décembre : Wels, commandant (majoritaire) de la place de Berlin, fait occuper les locaux du Spartakusbund.

16 décembre : Premier congrès, dans la capitale, des Conseils d'ouvriers et de soldats.

19 décembre : Indépendants, spartakistes et gauche-radicaux se retirent du Congrès.

23 décembre : La division de marine populaire se révolte, exaspérée par les provocations de Wels. Les matelots envahissent le palais de la Chancellerie. Tandis que leur chef, Dorrenbach, négocie avec le commandant de la place de Berlin, des troupes gouvernementales fortement armées arrivent dans la capitale et reprennent le palais de la Chancellerie.

24 décembre : Bombardement du château impérial où sont retranchés les marins. La foule vient à leur rescousse. Négociations par l'intermédiaire des Indépendants. Satisfaction est donnée aux revendications de Dorrenbach. Bilan de la journée : environ 70 morts.

28 décembre : Haase, Dittmann et Barth (indépendants) se retirent du gouvernement et sont remplacés par deux majoritaires : Noske et Wissel.

29 décembre : 100.000 ouvriers berlinois assistent à l'enterrement des matelots tombés lors de la Noël sanglante. Congrès de fonda-

10 janvier : Proclamation de la république des conseils à Brême. Agitation dans l'ensemble de l'Allemagne.

11 janvier : Entrée des corps-francs dans la capitale. Combats sévères. Arrestation de Ledebour.

14 janvier : « L'ordre règne à Berlin... »

15 janvier : Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. En Bavière, défaite électorale de Kurt Eisner.

19 janvier : A Berlin, élections pour l'Assemblée nationale : elles révèlent une nette progression de la droite.

25 janvier : Enterrement de Liebknecht.

29 janvier : Mort du leader spartakiste Franz Mehring.

4 février : Prise de Brême par les corps-francs : une centaine de morts.

6 février : 150.000 mineurs se mettent en grève en Westphalie et dans la Ruhr. Réunion de l'Assemblée constituante à Weimar.

10 février : Vote de la Constitution dite de Weimar.

11 février : Ebert est élu président du Reich par l'Assemblée Constituante.

13 février : Formation du gouvernement : Scheidemann est nommé chancelier et Noske ministre de la guerre.

16 février : Agitation et heurts sanglants dans l'ensemble du pays.

19 et 20 février : Combats dans la Ruhr.

Elle est conduite par les anarchistes : Erich Mühsam, Ernst Toller et Gustav Landauer.

9 avril : Grève générale dans le Brunswick qui s'est constitué en une république indépendante affiliée à la 3^{me} Internationale.

10 avril : Les troupes gouvernementales occupent sans trop de difficultés la Saxe.

12 avril : A Munich, à la suite d'un putsch des socialistes majoritaires mort-né, les ultra-communistes Levier, Léviné et Axelrod renversent les anarchistes et prennent le pouvoir.

17 avril : Les corps-francs du général Maercker reprennent le Brunswick sans coup férir.

1er mai : Après de sévères combats qui ont ensanglanté la Bavière pendant plus d'une semaine, les troupes gouvernementales entrent à Munich. Bilan : 700 morts. Fuite de Levien et Axelrod. Cruelle répression jusqu'à la fin du mois.

3 mai : Landauer est fusillé. Mühsam et Toller sont emprisonnés.

17 mai : A Berlin, exécution de Dorrenbach.

31 mai : On retrouve le cadavre de Rosa Luxembourg dans un canal.

4 juin : A Munich, Léviné est fusillé.

13 juin : A Berlin, enterrement de Rosa Luxembourg.

20 juin : Démission du cabinet Scheidemann.



L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg le 15 Janvier 1919. — Le groupe de meurtriers : au centre (moustaches noires), le chasseur Runge qui accomplice le forfait.

tion du parti communiste allemand : fusion du Spartakusbund et de la gauche radicale.

1919

4 janvier : Eichhorn, préfet de police (indépendant) de Berlin, est destitué. Indépendants, communistes et syndicalistes révolutionnaires appellent la classe ouvrière de la capitale à manifester contre cette mesure.

5 janvier : Démonstration de masse. Election d'un comité révolutionnaire de 53 membres placé sous la direction de Liebknecht, Ledebour et Scholze (aile gauche des syndicats). Il proclame la lutte pour le pouvoir, la grève générale et invite la classe ouvrière à une nouvelle démonstration de masse.

6 janvier : 200.000 Berlinois armés attendent la consigne pour opérer un coup de force. Noske, ministre de la défense nationale, est investi des pleins pouvoirs. Combats de rue. Breitscheid et Cohn (aile droite des Indépendants) entament des négociations avec le gouvernement.

8 janvier : Echec des pourparlers. Assuré d'un important appui militaire, Noske décide de riposter par la force.

21 février : A Munich, assassinat de Kurt Eisner. Graves incidents.

22 au 27 février : Proclamation de la grève générale dans une grande partie de l'Allemagne.

1er et 2 mars : Prise de Halle par les troupes du général Maercker : plusieurs dizaines de morts.

3 mars : A Berlin, grève générale et état de siège.

4 mars : Entrée des corps-francs dans la capitale. Heurts sanglants devant la direction de la police protégée par la division de marine populaire.

5 mars : Arrivée de renforts militaires. Combats : lourdes pertes de part et d'autre.

6 mars : Victoire des troupes réactionnaires soutenues par l'artillerie et l'aviation.

10 mars : Assassinat du leader spartakiste Leo Yogiches.

10 au 15 mars : Cruelle répression à Berlin et dans les environs. Bilan de l'insurrection : 1.200 morts et 10.000 blessés.

2 avril : La Saxe rompt ses relations avec Berlin et se constitue en république autonome.

7 avril : En Bavière, proclamation de la république des conseils.

21 juin : Formation du cabinet Bauer (même tendance plus des représentants du Centre).

Mi juin / mi-novembre : Agitation, émeutes et grèves dans l'ensemble de l'Allemagne.

28 juin : Signature du traité de paix à Versailles.

31 juillet : L'Assemblée vote la Constitution dite de Weimar.

31 août : La constitution de Weimar est ratifiée par le président du Reich, Ebert.

20 octobre : Congrès du parti communiste à Heidelberg. Scission. L'opposition, en minorité parmi les délégués du congrès, entra ne avec elle la majorité des membres du parti : environ 60.000 sur 107.000.

7 novembre : Assassinat du leader indépendant Haase.

11 novembre : Fin de la grève des métallurgistes de Berlin. Elle durait depuis le 18 septembre et marque le terme de la révolution allemande.

Rosa Luxemburg

(Ces trois clichés sont des documents Roger Viollet.)

Majoritaires :

Friedrich EBERT (1871-1920) : Sellier d'origine. Journaliste en 1893. Secrétaire du parti social-démocrate en 1905. élu au Reichstag en 1906. Président du parti en 1913, après la mort d'August Bebel (1840-1913), l'un des fondateurs de la social-démocratie allemande. Chancelier Reich et dirigeant du gouvernement provisoire en 1918. Premier président de la République en 1919.

NOTES

Gustav NOSKE (1868-1946) : Bucheron d'origine. Rédacteur en chef d'un journal socialiste saxon. Député au Reichstag en 1906. Gouverneur de Kiel et ministre de la Défense nationale en 1918. Pionnier par les nazis.

Philipp SCHEIDEMANN (1859-1939) : Collaborateur d'August Bebel. Député au Reichstag depuis 1902. Membre du dernier gouvernement impérial et du gouvernement provisoire en 1918. Premier chancelier de la République en 1919. Emigra en 1933 après la prise du pouvoir par les nazis.

Indépendants :

Kurt EISNER (1867-1919) : Journaliste et écrivain pacifiste. Président et ministre des affaires étrangères de la République bavaroise en 1918. Assassiné par un jeune officier nationaliste, le comte A. Valley.

Hugo HAASE (1863-1919) : laborateur d'August Bebel. L'origine de la scission en 1917. Membre du gouvernement provisoire. Assassiné par un officier monarchiste.

Georg LEDEBOUR (1850-1940) : Fit une opposition centrée la guerre. Délégué à la conférence de Zimmerwald (septembre 1915). A l'origine de la scission de 1917. Retour au parti social-démocrate en 1922 avec une minorité d'indépendants.

Spartakistes :

Karl LIEBKNECHT (1871-1919) : Fils de Wilhelm (1826-1900). L'un des fondateurs de la social-démocratie allemande. Avocat. Elu à la Chambre des représentants de Prusse.



en 1908. Député au Reichstag en 1911. Organisateur de l'Internationale socialiste des Jeunes. Vota contre les crédits de guerre en 1914. Démissionnaire du Parlement en 1916. Condamné aux travaux forcés pour activités antimilitaristes. Grâcié en octobre 1918. Assassiné par les corps-francs réactionnaires.

Rosa LUXEMBURG (1870-1919) : D'origine polonaise. Après un long séjour en Suisse et en France, s'installa en Allemagne en 1897. Fit partie des

varcise des Conseils instituée par les anarchistes après le meurtre de Kurt Eisner. Assassiné par les troupes contre-révolutionnaires.

Erich MUHSAM (1878-1934) : Pharmacien d'origine. Essayiste et poète. Membre du Comité central révolutionnaire de Bavière. Huit ans de réclusion. Assassiné par les nazis au camp de concentration d'Oranienburg. Sa veuve est décédée le 10 mars dernier à Berlin-Est.

Ernst TOLLER (1893-1939) :

BIOGRAPHIQUES

cadres de la social-démocratie. Participe à la révolution russe de 1905. Plusieurs fois emprisonnée. Pendant la guerre, fonda et dirigea avec Karl Liebknecht la Ligue de Spartacus. Auteur de nombreux articles et ouvrages doctrinaux. Assassinée par les corps-francs réactionnaires.

Anarchistes :

Gustav LANDAUER (1870-1919) : Journaliste et écrivain. Commissaire à l'Instruction publique sous la République ba-

Dramaturge. Président du Comité exécutif de la République bavaroise des Conseils. Par égard pour sa popularité, nommé commandant en chef du front Nord par le triumvirat bolchevique qui renversa les anarchistes. Résista victorieusement aux premiers assauts des troupes contre-révolutionnaires (bataille de Dachau). Condamné à cinq ans de forteresse. Emigra en 1933 après la prise du pouvoir par les nazis. Se suicida aux Etats-Unis où il s'était réfugié.

Il y a presque un demi-siècle, un an après la Révolution d'Octobre, éclatait la Révolution allemande. Les communistes russes étaient fermement persuadés qu'elle serait le tremplin de la Révolution mondiale. Or il n'en a rien été car le 9 novembre 1918 n'a pas marqué, comme on pouvait le croire, l'avènement du prolétariat d'outre-Rhin mais seulement la chute du régime impérial au profit d'un régime démocratique bourgeois. Cette importante défaite prolétarienne est essentiellement due à la division de la classe ouvrière, à un certain manque d'organisation au sein du mouvement révolutionnaire et à la trahison de la social-démocratie de droite soutenue par la gent soldatesque.

La Révolution allemande n'a pas été l'œuvre d'un ou

plusieurs partis. Elle a éclaté spontanément, à la suite de l'effondrement militaire, de la décomposition du régime impérial et de l'armée, de l'exaspération des masses. Elle a été la conséquence logique de la première guerre impérialiste mondiale et de la défaite de l'impérialisme allemand. Désordonnée, sans direction ni objectifs précis, elle était animée à ses débuts d'un esprit profondément libertaire. Les revendications, alors essentiellement sociales, en sont une preuve. Surpris par cet élan populaire, les partis de gauche ne le canaliseront et ne lui donneront une orientation politique qu'après coup. Les trois plus importants d'entre eux sont : le parti social-démocrate dit majoritaire (réformiste) ; à sa gauche, né d'une scission, le parti social-démocrate indépendant (révolutionnaire) ; à l'extrême-gauche, le Spartakusbund, ligue communiste non orthodoxe et assez proche du menchevisme. Derrière eux viennent : les O. R., militants syndicalistes d'avant-garde ; la gauche-radical, le groupe national-bolcheviste et les anarchistes, surtout influents dans le sud de l'Allemagne.

Le conflit qui va opposer les réformistes aux révolutionnaires et dégénérer en guerre civile apparaît dès le 9 novembre 1918, lors de la proclamation simultanée de la République par les deux tendances. Il ne se cristallise cependant qu'après un long et néfaste jeu d'alliances. Jusqu'au 28 décembre 1918, les majoritaires et les indépendants partagent ensemble le pouvoir. Ensuite, tandis que les spartakistes et les indépendants unissent leurs efforts pour former une opposition efficace, les majoritaires s'allient délibérément avec les corps-francs réactionnaires, embryon de la future armée nationale. Le mouvement révolutionnaire sera finalement vaincu par la force des armes.

Boudée par les historiens, dénaturée par certains pseudo-socialistes d'avant-garde (les mêmes qui s'ingénient à passer sous silence l'insurrection makhnoviste, mal connue du public et tombée dans l'oubli), la Révolution allemande n'en constitue cependant pas moins l'un des plus glorieux et tragiques événements de notre siècle.

Roland LEWIN



Manifestation à BERLIN en 1919 : « Pour les soviets révolutionnaires des usines »

Novembre 1918
Novembre 1919

SPARTACUS

et la révolution allemande

La fin tragique de K. Liebknecht et Rosa Luxembourg

« La fraternisation mondiale des ouvriers est pour moi la plus sacrée et la plus grande des choses sur terre. Elle est mon guide, mon idéal, ma patrie. Je préfère perdre la vie plutôt que d'être infidèle à cet idéal. »
Rosa Luxembourg, 1915.

« Le 15 janvier au soir, Liebknecht et Rosa Luxembourg sont découverts à Wilmersdorf et livrés au Quartier général de la garde montée, installé à l'Hôtel Eden. Après un bref interrogatoire, on décide de les conduire sous escorte à la prison de Moabit.

Liebknecht est emmené le premier. Au moment où il sort de l'hôtel, le soldat Otto Runge, placé en sentinelle devant l'entrée, lui assène deux formidables coups de crosse sur la tête. Tout ensanglanté, Liebknecht s'effondre dans la voiture où on le transporte. Arrivé au Tiergarten, le chef du détachement fait stopper l'auto. On fait descendre Liebknecht et on lui donne l'ordre de poursuivre le chemin à pied. Prétextant une tentative de fuite, on l'abat à coups de revolver. Le chef de l'escorte, le lieutenant von Pflug-

Hartung, remet le cadavre au poste de secours du jardin zoologique, en déclarant que c'est celui d'un inconnu.

Quelques instants après, Rosa Luxembourg quitte à son tour l'hôtel Eden. Le soldat Runge ne l'épargne pas davantage. On la traîne à demi morte dans une voiture. L'auto démarre. A quelques mètres de là, une balle, tirée à bout portant, fracasse la tête de la malheureuse. Le chef du détachement, le lieutenant Vogel, fait jeter son cadavre dans le canal de la Landwehr. On ne le retrouve que quelques mois plus tard. »
BENOIST-MECHIN : « Histoire de l'armée allemande ». Tome I, page 167.

Page-affiche réalisée par le groupe anarchiste-communiste Spartacus (Grenoble).

LE CALENDRIER DE LA REVOLUTION

1918

29 octobre : L'amiral von Hipper donne l'ordre à la flotte allemande ancrée en rade de Schillig d'appareiller le lendemain en vue d'un combat décisif. Troubles à bord de nombreux navires.

30 octobre : L'expédition est ajournée « sine die ». Le chef d'escadre décide de mater au plus vite la révolte qui gronde.

31 octobre : Après plusieurs sommations, les équipages cèdent devant la force. 400 matelots sont débarqués et incarcérés.

1 novembre : A Kiel, les marins réclament la libération de leurs camarades emprisonnés. A Berlin, délibération entre Karl Liebknecht (mouvement spartakiste) Müller, Daumig (aile gauche des syndicats), Haase, Dittmann, Ledebour (socialistes indépendants) : la situation n'est pas jugée suffisamment mûre pour le déclenchement de la révolution.

3 novembre : A Kiel, plusieurs milliers de manifestants civils et militaires qui se dirigeaient vers les maisons d'arrêt, se heurtent à des patrouilles : plusieurs morts et blessés. L'amiral Souchon, gouverneur de la ville, demande des renforts.

4 novembre : Gustav Noske, délégué des socialistes majoritaires, arrive à Kiel. Le drapeau rouge est hissé sur la plupart des vaisseaux de guerre. Les mutins, au nombre de 20.000 environ, s'organisent en un conseil de fondation. Grève générale.

5 novembre : Noske se fait nommer gouverneur de Kiel. Les marins s'emparent de la ville de Lübeck.

6 novembre : A Hambourg, 70.000 personnes rassemblées adoptent un programme révolutionnaire élaboré par Fritz Wolffheim (gauche radicale). Création de conseils d'ouvriers et de soldats dans plusieurs cités maritimes voisines.

7 novembre : A Munich, 150.000 personnes assistent à un meeting présidé par le leader socialiste indépendant Kurt Eisner. Proclamation de la République. Fuite du roi de Bavière.

8 novembre : La vague révolutionnaire déferle sur toute l'Allemagne. Rosa Luxembbourg (spartakusbund), emprisonnée à Breslau, est libérée. Kurt Eisner forme un gouvernement de coalition avec les socialistes majoritaires ; il en devient le président du conseil et le ministre des affaires étrangères.

9 novembre : A Berlin, des milliers d'ouvriers et de soldats marchent vers le centre de la ville, siège de la puissance impériale. Abdication de Guillaume II. Démission du prince Max de Bade, chancelier du Reich, en faveur d'Ebert (socialiste majoritaire). Proclamation d'une « république démocratique » par Scheidemann (socialiste majoritaire) et d'une « libre république socialiste » par Liebknecht... Les indépendants acceptent de collaborer avec les Majoritaires ; Liebknecht, au nom du Spartakusbund, refuse de participer au nouveau gouvernement. Le pouvoir exécutif est remis à un Conseil des Commissaires du Peuple composé de trois Majoritaires (Ebert, Scheidemann, Landsberg) et de trois Indépendants (Haase, Dittmann, Barth). Accord secret entre Ebert et le maréchal Hindenburg.

10 novembre : Guillaume II s'enfuit en Hollande. Le roi Frédéric-Auguste III de Saxe est chassé du trône.

11 novembre : Signature de l'armistice.

15 novembre : Conférence nationale des gouvernements des divers états allemands.

16 novembre : La Bavière rompt les relations avec Berlin.

30 novembre : Le roi de Wurtemberg, dernier monarque en place, est chassé du trône.

6 décembre : A Berlin, premier heurt sanglant entre spartakistes et majoritaires ; 16 morts.

8 décembre : Démonstration de masse organisée dans la capitale par le Spartakusbund ; 150.000

personnes manifestent, protégées par des groupes armés.

9 décembre : Wels, commandant (majoritaire) de la place de Berlin, fait occuper les locaux du Spartakusbund.

16 décembre : Premier congrès, dans la capitale, des Conseils d'ouvriers et de soldats.

19 décembre : Indépendants, spartakistes et gauche-radicaux se retirent du Congrès.

23 décembre : La division de marine populaire se révolte, exaspérée par les provocations de Wels. Les matelots envahissent le palais de la Chancellerie. Tandis que leur chef, Dorrenbach, négocie avec le commandant de la place de Berlin, des troupes gouvernementales fortement armées arrivent dans la capitale et reprennent le palais de la Chancellerie.

24 décembre : Bombardement du château impérial où sont retranchés les marins. La foule vient à leur rescousse. Négociations par l'intermédiaire des Indépendants. Satisfaction est donnée aux revendications de Dorrenbach. Bilan de la journée : environ 70 morts.

28 décembre : Haase, Dittmann et Barth (indépendants) se retirent du gouvernement et sont remplacés par deux majoritaires : Noske et Wissel.

29 décembre : 100.000 ouvriers berlinois assistent à l'enterrement des matelots tombés lors de la Noël sanglante. Congrès de fonda-

10 janvier : Proclamation de la république des conseils à Brême. Agitation dans l'ensemble de l'Allemagne.

11 janvier : Entrée des corps-francs dans la capitale. Combats sévères. Arrestation de Ledebour.

14 janvier : « L'ordre règne à Berlin... »

15 janvier : Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembbourg.

En Bavière, défaite électorale de Kurt Eisner.

19 janvier : A Berlin, élections pour l'Assemblée nationale : elles révèlent une nette progression de la droite.

25 janvier : Enterrement de Liebknecht.

29 janvier : Mort du leader spartakiste Franz Mehring.

4 février : Prise de Brême par les corps-francs : une centaine de morts.

6 février : 150.000 mineurs se mettent en grève en Westphalie et dans la Ruhr. Réunion de l'Assemblée constituante à Weimar.

10 février : Vote de la Constitution dite de Weimar.

11 février : Ebert est élu président du Reich par l'Assemblée Constituante.

13 février : Formation du gouvernement : Scheidemann est nommé chancelier et Noske ministre de la guerre.

16 février : Agitation et heurts sanglants dans l'ensemble du pays.

19 et 20 février : Combats dans la Ruhr.

Elle est conduite par les anarchistes : Erich Mühsam, Ernst Toller et Gustav Landauer.

9 avril : Grève générale dans le Brunswick qui s'est constitué en une république indépendante affiliée à la 3^{me} Internationale.

10 avril : Les troupes gouvernementales occupent sans trop de difficultés la Saxe.

12 avril : A Munich, à la suite d'un putsch des socialistes majoritaires mort-né, les ultra-communistes Levier, Léviné et Axelrod renversent les anarchistes et prennent le pouvoir.

17 avril : Les corps-francs du général Maercker reprennent le Brunswick sans coup férir.

1^{er} mai : Après de sévères combats qui ont ensanglanté la Bavière pendant plus d'une semaine, les troupes gouvernementales entrent à Munich. Bilan : 700 morts. Fuite de Levien et Axelrod. Cruelle répression jusqu'à la fin du mois.

3 mai : Landauer est fusillé. Mühsam et Toller sont emprisonnés.

17 mai : A Berlin, exécution de Dorrenbach.

31 mai : On retrouve le cadavre de Rosa Luxembbourg dans un canal.

4 juin : A Munich, Léviné est fusillé.

13 juin : A Berlin, enterrement de Rosa Luxembbourg.

20 juin : Démission du cabinet Scheidemann.

Majoritaires :

Friedrich EBERT (1871-1925) : *Selier d'origine. Journaliste en 1893. Secrétaire du parti social-démocrate en 1905. Député au Reichstag en 1912. Président du parti en 1915 après la mort d'August Bebel (1840-1913), l'un des fondateurs de la social-démocratie allemande. Chancelier du Reich et dirigeant du gouvernement provisoire en 1918. Premier président de la République en 1919.*

en 1908. Député au Reichstag en 1911. Organisateur de l'Internationale socialiste des Jeunes. Vota contre les crédits de guerre en 1914. Démissionna du Parlement en 1916. Condamné aux travaux forcés pour activités antimilitaristes. Grâcié en octobre 1918. Assassiné par les corps-francs réactionnaires.

Rosa LUXEMBOURG (1870-1919) : *D'origine polonaise. Après un long séjour en Suisse et en France, s'installa en Allemagne en 1897. Fit partie des*

NOTES BIOGRAPHIQUES

Gustav NOSKE (1868-1946) : *Bûcheron d'origine. Rédacteur en chef d'un journal socialiste saxon. Député au Reichstag en 1906. Gouverneur de Kiel et ministre de la Défense nationale en 1918. Erita la Révolution en 1919. Pensionné par les nazis.*

Philipp SCHEIDEMANN (1865-1939) : *Collaborateur d'August Bebel. Député au Reichstag depuis 1902. Membre du dernier gouvernement impérial et du gouvernement provisoire en 1918. Premier chancelier de la République en 1919. Entégra en 1933 après la prise du pouvoir par les nazis.*

Indépendants : Kurt EISNER (1867-1919) : *Journaliste et écrivain pacifiste. Président et ministre des affaires étrangères de la république bavaroise en 1918. Assassiné par un jeune officier nationaliste, le comte Arco-Valley.*

Hugo HAASE (1863-1919) : *Collaborateur d'August Bebel. A l'origine de la scission de 1917. Membre du gouvernement provisoire. Assassiné par un officier monarchiste.*

Georg LEDEBOUR (1850-1947) : *Fut une opposition centriste à la guerre. Délégué à la conférence de Zimmerwald (septembre 1915). A l'origine de la scission de 1917. Retourna au parti social-démocrate en 1922 avec une minorité d'indépendants.*

Spartakistes : Karl LIEBKNECHT (1871-1919) : *Fils de Wilhelm (1839-1900). L'un des fondateurs de la social-démocratie allemande. Avocat. Elu à la Chambre des représentants de Prusse*

cadres de la social-démocratie. Participa à la révolution russe de 1905. Plusieurs fois emprisonné. Pendant la guerre, fonda et dirigea avec Karl Liebknecht la Ligue de Spartacus. Auteur de nombreux articles et ouvrages doctrinaux. Assassiné par les corps-francs réactionnaires.

Dramaturge. Président du Comité exécutif de la République bavaroise des Conseils. Par égard pour sa popularité, nommé commandant en chef du front Nord par le triumvirat bolchevique qui renversa les anarchistes. Résista victorieusement aux premiers assauts des troupes contre-révolutionnaires (bataille de Dachau). Condamné à cinq ans de forteresse. Emigra en 1933 après la prise du pouvoir par les nazis. Se suicida aux Etats-Unis où il s'était réfugié.

Anarchistes : Gustav LANDAUER (1870-1919) : *Journaliste et écrivain. Commissaire à l'Instruction publique sous la République ba-*



L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembbourg le 15 Janvier 1919. — Le groupe de meurtriers : au centre (moustaches noires), le chasseur Runge qui accomplit le forfait.

Manifestation à BERLIN en 1919 : « Pour les soviets révolutionnaires des usines »

tion du parti communiste allemand : fusion du Spartakusbund et de la gauche radicale.

1919

4 janvier : Eichhorn, préfet de police (indépendant) de Berlin, est destitué. Indépendants, communistes et syndicalistes révolutionnaires appellent la classe ouvrière de la capitale à manifester contre cette mesure.

5 janvier : Démonstration de masse. Election d'un comité révolutionnaire de 53 membres placé sous la direction de Liebknecht, Ledebour et Scholze (aile gauche des syndicats). Il proclame la lutte pour le pouvoir, la grève générale et invite la classe ouvrière à une nouvelle démonstration de masse.

6 janvier : 200.000 Berlinois armés attendent la consigne pour opérer un coup de force. Noske, ministre de la défense nationale, est investi des pleins pouvoirs. Combats de rue. Breitscheid et Cohn (aile droite des Indépendants) entament des négociations avec le gouvernement.

8 janvier : Echec des pourparlers. Assuré d'un important appui militaire, Noske décide de riposter par la force.

21 février : A Munich, assassinat de Kurt Eisner. Graves incidents.

22 au 27 février : Proclamation de la grève générale dans une grande partie de l'Allemagne.

1^{er} et 2^{es} mars : Prise de Halle par les troupes du général Maercker : plusieurs dizaines de morts.

3 mars : A Berlin, grève générale et état de siège.

4 mars : Entrée des corps-francs dans la capitale. Heurts sanglants devant la direction de la police protégée par la division de marine populaire.

5 mars : Arrivée de renforts militaires. Combats : lourdes pertes de part et d'autre.

6 mars : Victoire des troupes réactionnaires soutenues par l'artillerie et l'aviation.

10 mars : Assassinat du leader spartakiste Leo Yogiches.

10 au 15 mars : Cruelle répression à Berlin et dans les environs. Bilan de l'insurrection : 1.200 morts et 10.000 blessés.

2 avril : La Saxe rompt ses relations avec Berlin et se constitue en république autonome.

7 avril : En Bavière, proclamation de la république des conseils.

21 juin : Formation du cabinet Bauer (même tendance plus des représentants du Centre).

31 juin / mi-novembre : Agitation, émeutes et grèves dans l'ensemble de l'Allemagne.

28 juin : Signature du traité de paix à Versailles.

31 juillet : L'Assemblée vote la Constitution dite de Weimar.

31 août : La constitution de Weimar est ratifiée par le président du Reich, Ebert.

20 octobre : Congrès du parti communiste à Heidelberg. Scission. L'opposition, en minorité parmi les délégués du congrès, entra ne avec elle la majorité des membres du parti : environ 60.000 sur 107.000.

7 novembre : Assassinat du leader indépendant Haase.

11 novembre : Fin de la grève des métallurgistes de Berlin. Elle dura depuis le 18 septembre et marque le terme de la révolution allemande.

Rosa Luxembbourg
(Ces trois clichés sont des documents Roger Viollet.)



Novembre 1918
Novembre 1919

SPARTACUS

et la révolution allemande

La fin tragique de K. Liebknecht et Rosa Luxembourg

« La fraternisation mondiale des ouvriers est pour moi la plus sacrée et la plus grande des choses sur terre. Elle est mon guide, mon idéal, ma patrie. Je préfère perdre la vie plutôt que d'être infidèle à cet idéal. »
Rosa Luxembourg, 1915.

Il y a presque un demi-siècle, un an après la Révolution d'Octobre, éclatait la Révolution allemande. Les communistes russes étaient fermement persuadés qu'elle serait le tremplin de la Révolution mondiale. Or il n'en a rien été car le 9 novembre 1918 n'a pas marqué, comme on pouvait le croire, l'avènement du prolétariat d'outre-Rhin mais seulement la chute du régime impérial au profit d'un régime démocratique bourgeois. Cette importante défaite prolétarienne est essentiellement due à la division de la classe ouvrière, à un certain manque d'organisation au sein du mouvement révolutionnaire et à la trahison de la social-démocratie de droite soutenue par la gent soldatesque.

La Révolution allemande n'a pas été l'œuvre d'un ou plusieurs partis. Elle a éclaté spontanément, à la suite de l'effondrement militaire, de la décomposition du régime impérial et de l'armée, de l'exaspération des masses. Elle a été la conséquence logique de la première guerre impérialiste mondiale et de la défaite de l'impérialisme allemand. Désordonnée, sans direction ni objectifs précis, elle était animée à ses débuts d'un esprit profondément libéral. Les revendications, alors essentiellement sociales, en sont une preuve. Surpris par cet élan populaire, les partis de gauche ne le canalisèrent et ne lui donneront une orientation politique qu'après coup. Les trois plus importants d'entre eux sont : le parti social-démocrate dit majoritaire (réformiste) ; à sa gauche, né d'une scission, le parti social-démocrate indépendant (révolutionnaire) ; à l'extrême-gauche, le Spartakusbund, ligue communiste non orthodoxe et assez proche du menchevisme. Derrière eux viennent : les O. R., militants syndicalistes d'avant-garde ; la gauche radicale, le groupe national-bolcheviste et les anarchistes, surtout influents dans le sud de l'Allemagne.

Roland LEWIN

Leçons de la révolution allemande

L'Histoire, parfois, ne nous présente qu'une désespérante répétition du passé.

Il pourrait sembler à certaines heures que son déroulement ne soit d'aucun enseignement pour la masse.

1914 avait vu toutes les nations dites démocratiques faire appel à la menace de l'impérialisme et du militarisme germaniques, pour lancer leurs peuples dans une tuerie universelle et leur en faire accepter le principe.

Et, cinq ans plus tard, ces mêmes nations pactisaient avec cet impérialisme et ce militarisme pour assassiner la Révolution allemande.

Lorsque cette vérité se fera jour, lorsque les adversaires en présence seront nettement déterminés, d'une part ceux qui gouvernent et qui exploitent, de l'autre ceux qui sont gouvernés et exploités, ce jour-là la guerre ne sera plus possible et la Révolution sera pratiquement accomplie.

M. L.

Hartung, remet le cadavre au poste de secours du jardin zoologique, en déclarant que c'est celui d'un inconnu.

Quelques instants après, Rosa Luxembourg quitte à son tour l'hôtel Eden. Le soldat Runge ne l'épargne pas davantage. On la traîne à demi morte dans une voiture. L'auto démarre. A quelques mètres de là, une balle, tirée à bout portant, fracasse la tête de la malheureuse. Le chef du détachement, le lieutenant Vogel, fait jeter son cadavre dans le canal de la Landwehr. On ne le retrouva que quelques mois plus tard.

BENOIST-MECHAIN : « Histoire de l'armée allemande ». Tome I, page 167.

Page-affiche réalisée par le groupe anarchiste-communiste Spartacus (Grenoble).

Programme de l'anarchisme

Etablir d'autres relations entre les hommes

Depuis l'époque de Marx, et en grande partie sous son influence, le socialisme a été conçu en termes de propriété. Tout au moins jusqu'à ces derniers temps un socialiste a été défini comme un homme qui croit en la propriété collective — le plus souvent étatique — en tant qu'elle s'oppose à la propriété privée. Pourtant, avec pour nous guider l'expérience de la Russie et même celle de la Grande-Bretagne, il est devenu évident pour les anarchistes qu'un simple changement dans le régime de la propriété ne suffit pas pour modifier les relations sociales. Lorsque la propriété commune prend la forme de la propriété d'Etat, tout ce qui arrive c'est que l'Etat devient le Patron universel et que les possibilités de tyrannies sont multipliées par l'union du pouvoir économique avec le pouvoir politique. Les valeurs qui servent de base au capitalisme ne sont pas changées; le travailleur reste essentiellement une chose, une marchandise, une unité de travail; simplement il a échangé un type de maîtres — les capitalistes — pour un autre type de maîtres : les bureaucrates.

Un changement du régime de propriété sur les moyens de production peut fort bien être une condition nécessaire, pour la transformation de l'ordre social capitaliste en ordre social de type coopératif, mais ce n'est pas là, comme l'ont cru la plupart des socialistes, une condition suffisante. Ce qui importe à l'ouvrier ce n'est pas de savoir qui possède l'usine où il travaille, mais quelles sont les conditions effectives de son travail, les relations qu'il entretient avec son environnement, ses compagnons de travail et ceux qui dirigent l'entreprise. C'est pour cette raison que les anarchistes restent aujourd'hui partisans du contrôle ouvrier, ou plus exactement de la gestion ouvrière, type d'ordre social dans lequel tous contribueraient, sur un plan d'égalité, à déterminer l'organisation de leur vie au travail, où leur effort deviendrait riche de signification et d'attrait et où le capital n'emploierait pas la main-d'œuvre, mais la main-d'œuvre le capital.

L'anarchisme, objet de ra-t-on, est excellent en théorie, mais échoue, ou échouerait, en pratique. Les anarchistes ne peuvent accepter l'opposition que l'on suppose exister ici entre théorie et pratique : une bonne théorie conduit à une bonne pratique, et une bonne pratique se fonde sur une bonne théorie. Il est évidemment difficile d'agir d'une manière anarchiste : la tentation nous guette d'agir d'une façon autoritaire — d'imposer des solutions au lieu de résoudre des difficultés — et il se peut qu'au premier abord les organisations autoritaires paraissent plus efficaces dans leurs résultats. Mais l'efficacité, si haut placée par les capitalistes et les socialistes contemporains, n'est qu'une valeur entre les autres et souvent d'un prix trop élevé pour qu'on puisse en faire les frais. Plus importante que l'efficacité est la dignité de l'individu libre et responsable : car les solutions à ce que l'on est convenu d'appeler le « problème social » ne valent la peine d'être appliquées que dans la mesure où elles s'accordent avec la dignité et la responsabilité individuelle.

La tâche de l'anarchiste n'est pas cependant de rêver

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

On a dit, avec raison semble-t-il, que les structures d'une organisation préfiguraient celles qu'elle prétend donner à la société dont elle prépare l'avènement. Ainsi, un parti fortement hiérarchisé, autoritaire, ne peut engendrer qu'une dictature. Et la tendance allant toujours vers un renforcement de l'autorité, même les partis, au sein desquels règnent une démocratie assez grande, accentuent cette autorité lorsqu'ils sont au pouvoir. Nous avons vu, par exemple, ces dernières années, les représentants d'un parti démocratique au gouvernement saisir des journaux d'opposition et arrêter des personnes coupables de s'élever contre la guerre d'Algérie. Tout cela est dans la nature des choses... et il suffit de regarder autour de soi, ou de rassembler ses souvenirs pour s'en convaincre.

Les libertaires ne veulent pas prendre le pouvoir. Ils veulent changer les structures de la société, créer de nouveaux rapports entre les hommes, mais ils veulent le faire avec le peuple et non en se plaçant au-dessus de lui. C'est pourquoi leur organisation est fédéraliste.

Tous les anarchistes ont des points de doctrine fondamentaux qui leur sont communs et qui permettent de les rassembler au sein d'une même organisation. Ils luttent tous contre le racisme, le militarisme, le cléricalisme, le capitalisme. Ils combattent pour l'édification d'une société dans laquelle sera abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, où les nouveaux rapports économiques amèneront l'égalité sociale, où l'Etat, avec toutes ses forces d'oppression disparaîtra, pour être remplacé par les organisations fédérées du peuple. Pour atteindre ces buts, divers moyens sont préconisés par les libertaires, mais ils ont encore ceci de commun, qu'ils excluent toute participation au parlementarisme.

Sur la doctrine de base donc il n'y a pas, il ne peut y avoir de divergences entre ceux qui composent la Fédération anarchiste. Mais, c'est sur la façon de mener le combat que des différends peuvent s'élever. Car il y a la lutte quotidienne pour faire face aux événements auxquels nous sommes mêlés malgré nous, et qui font que des attitudes diverses peuvent être prises par les militants. Je prendrai deux exemples précis pour illustrer ce qui précède : le syndicalisme et la guerre d'Algérie.

Des camarades pensent que notre présence dans les syndicats est indispensable et qu'il faut lutter avec les ouvriers là où ils sont organisés. D'autres, au contraire, sont d'avis qu'il n'y a rien à attendre des syndicats et qu'il faut créer un nouveau mouvement ouvrier.

Au cours de la guerre d'Algérie certains ont soutenu activement le Front de libération nationale. D'autres, réticents à l'égard du Front, sans soutenir celui-ci, ont lutté contre le gouvernement français et les colonialistes qui menaient cette guerre.

Seule une organisation comme la Fédération anarchiste peut permettre à ses militants de jouir d'une liberté d'action complète et est assez souple pour maintenir entre ses membres une cohésion, malgré ces points de vue divergents. En effet, dans un parti, lorsqu'il y a désaccord, la minorité doit appliquer les décisions de la majorité, sinon il y a scission. Or, si la scission est inévitable, et même nécessaire lorsque les désaccords portent sur les principes de base de la doctrine, elle est néfaste et affaiblit le mouvement lorsqu'ils ne portent que sur des questions de tactique.

Et l'efficacité ? L'efficacité n'a pas souvent à y perdre, puisque les diverses formes de combat tendent vers le même résultat. Il ne faut pas non plus faire de cette efficacité un monstre sacré. Une république est une forme de société plus difficile à gérer qu'une dictature, et une société d'hommes libres, libertaire, demandera à tous un sens élevé des responsabilités pour fonctionner « efficacement ».

Cependant, des militants peuvent ressentir la nécessité de préciser clairement les objectifs à atteindre et par quels moyens ils le feront. C'est la raison qui incite ces militants à se grouper en tendances. Il y a actuellement à la F. A. des tendances constituées. D'autres groupes n'adhèrent à aucune tendance, soit qu'ils n'en éprouvent pas le besoin, soit que les militants qui les composent se réclament eux-mêmes de différentes tendances.

à une société future; elle est bien plutôt d'agir en anarchiste autant qu'il peut le faire dans la société actuelle; d'éviter pour soi, autant que possible les situations dans lesquelles il reçoit des ordres ou est dans l'obligation d'en donner; et cela pour essayer d'établir entre lui-même.

Dans le monde moderne l'Etat est la plus importante manifestation du principe de contrainte. Pour réaliser l'anarchie il faut donc que cesse la légende de l'Etat indispensable; et l'on pourra s'en passer dans la mesure où les individus deviendront capables de vivre sans lui. Gustav Landauer, l'anarchiste allemand, l'a énoncé clairement : « L'Etat est une condition, un certain état de relations entre les êtres humains, un mode de conduite; nous le détruisons en contractant des relations différentes, en nous conduisant d'une autre manière. »

En dernière analyse un anarchiste n'est pas celui qui souscrit à un certain corps de doctrine ou à un ensemble de croyances; c'est celui qui se conduit, ou essaie de se conduire, différemment d'une manière cohérente et en respectant l'individualité inhérente à chaque homme.

Geoffrey OSTERGAARD

L'organisation en tendances permet aux camarades qui y militent, de participer à la lutte sociale selon leur conception propre, de prendre des résolutions sous leur responsabilité, sans engager l'ensemble de la Fédération. La confrontation des diverses opinions se fait au sein de la Fédération, dans les congrès, dans le bulletin intérieur et dans l'organe de la Fédération le MONDE LIBERTAIRE, en toute liberté.

C'est cet esprit que l'on retrouve dans le préambule des statuts de la Fédération anarchiste, publié ci-dessous.

DECLARATION DE PRINCIPE

L'action de la Fédération Anarchiste est fondée avant tout sur la Défense et la Revendication révolutionnaire des exploités; mais sans que soit perdu de vue le fait que ce ne sont pas seulement les classes, mais les positions d'esprit qui s'opposent à l'Anarchie.

Cette action est menée sur tous les plans de l'activité humaine, selon les vues et les moyens de chaque tendance. Pour cette raison, la F. A. reconnaît : a) Possibilité et nécessité de l'existence de toutes les tendances libertaires au sein de l'organisation. b) Autonomie de chaque groupe. c) Responsabilité personnelle et non collective. d) L'organe du mouvement : LE MONDE LIBERTAIRE, ne peut être l'organe d'une seule tendance, celles-ci ont donc toute possibilité d'éditer des organes particuliers, avec l'assurance que l'organe du Mouvement leur accordera toute publicité, ainsi d'ailleurs qu'à toute activité s'exerçant dans le cadre de la culture, de la recherche, de l'action ou de la propagande anarchiste. e) Relations cordiales, compréhensives avec les mouvements allant dans le sens anarchiste, sur un point particulier.

Enfin : Lorsqu'une tendance engage une action, dès que cette action n'est pas contraire aux idées de base de l'Anarchisme, les autres tendances, si elles ne sont pas d'accord pour participer à cette action, observent à son égard une abstention amicale. La critique de cette action demeure libre, après l'événement.

Quiconque souscrit à cette déclaration peut adhérer à la Fédération, soit par le canal d'un groupe, soit individuellement (en raison de son éloignement de tout groupe ou simplement parce qu'il désire rester isolé).

Un comité de coordination existe dans le but de faire connaître les informations, suggestions, propositions, pouvant émaner d'un individu ou d'un groupe, sans autre droit, pour les camarades composant ce Comité, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

La seule dérogation à ceci peut être constituée par des initiatives touchant l'adhésion à un congrès, cartel, comité, exemple : Congrès Anarchiste International, Forces Libres de la Paix.

Il va de soi que dans ces divers organismes, le fond même de notre idéologie ne doit pas être mis en cause et que notre présence ne doit viser qu'à des buts précis : Opposition à la guerre, arracher des militants à la mort, protester contre une agression faite contre le Peuple, etc.

Les groupes ont la faculté de se donner l'orientation de leur choix : anarcho-syndicaliste, communiste anarchiste, néo-malthusienne, anarcho-pacifiste.

Ils ont naturellement la possibilité de cumuler ces tendances.

Des régions peuvent être formées et ne peuvent l'être que sur l'initiative des groupes la composant; le Comité de Relations ne pouvant apporter que des suggestions dans ce domaine.

Nous n'aurons pas la prétention de prétendre que cette organisation est une panacée. Mais c'est certainement la seule qui laisse à ses militants la possibilité de militer dans la plus grande liberté. Nous ne perdrons pas de vue non plus que les institutions ne valent que par les hommes qui les appliquent...

D'autre part des améliorations peuvent toujours être apportées au fonctionnement des divers rouages, au fur et à mesure du développement du mouvement. Et c'est bien ainsi que la Fédération Anarchiste préfigure — toutes proportions gardées — la société libertaire.

A. DEVRIENDT

UNE NOUVELLE

Un phénomène nouveau est apparu, depuis ces dix-huit derniers mois dans la main-d'œuvre industrielle non spécialisée : l'arrivée, en nombre sans cesse croissant, de travailleurs originaires d'Afrique Noire, se substituant aux travailleurs algériens ayant regagné leur pays indépendant.

Le silence fait par les pouvoirs publics autour de cette affaire, entretenu par l'indifférence des syndicats et des partis politiques à l'égard de ces travailleurs isolés dans un monde qui leur est hostile, nous ont poussés, à en savoir plus, d'autant qu'un rapport récemment déposé devant l'Académie de Médecine, et quelques cas observés dans les hôpitaux nous ont, par les biais des problèmes médicaux soulevés par cette immigration massive, révélé toute l'acuité de la question.

L'arrivée des travailleurs africains noirs, réduite à quelques cas isolés jusqu'en 1961, s'est brusquement accrue dans le courant de l'année dernière. C'est ainsi que, entre le 30

mars et le 31 août 1961, le seul paquebot « Lyautey » a débarqué à Marseille 2.280 d'entre eux.

Dès lors plusieurs questions se posent. Quel est le mécanisme profond de cet exode ? Comment expliquer que ces travailleurs, originaires pour la plupart, du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie, soient tous dirigés vers un seul port d'embarquement : Dakar.

La première idée qui vient à l'esprit et dont se contenteraient sûrement les esprits simples, est la suivante : les conditions économiques là-bas très défavorables poussent les noirs africains d'expression française à gagner la France. Certes, ils trouvent difficilement dans leur pays d'origine un travail rentable et la majorité d'entre eux sont employés aux travaux saisonniers de l'agriculture pour des salaires de l'ordre de 4.000 anciens francs par semaine (ce qui représente 16.000 AF par mois). Dès lors, on voit que ces conditions difficiles créent

dans les républiques africaines, un prolétariat revendicateur, source d'agitation sociale, et indésirable dans un pays où le principal objectif du gouvernement est d'accroître son autorité. L'attitude de ce dernier est claire : il encourage l'exode des travailleurs les plus dépossédés (du moins officiellement feint-il de l'ignorer) et en tire un double bénéfice : le calme social et la rentrée des devises que les ouvriers, une fois arrivés en France, font parvenir à leur famille. Ayant acheté à ce prix leur stabilité intérieure, les républiques africaines abandonnent aussitôt leurs ressortissants aux lois du hasard, prétextant qu'il s'agit de malfaiteurs venus clandestinement en France. C'est ainsi qu'un travailleur noir tombant malade à Paris ne peut bénéficier de l'aide de son pays et doit payer à ses frais son voyage de retour.

Mais à côté de ces mobiles amenant en France des noirs africains, dans quelle mesure n'y a-t-il pas de la part de cer-

La bêtise, par-dessus la famine et la guerre !

Pendant l'Antiquité et le Haut Moyen Âge, les zones de terres cultivées n'occupaient qu'une superficie relativement réduite. Elles portaient des populations très denses de paysans... aussi de pêcheurs, de marins et de marchands sur le littoral méditerranéen. Mais en Europe, en Asie, en Afrique, d'immenses terres incultes : déserts, steppes et forêts étaient parcourues par des peuplades nomades qui torcèrent, chaque fois que s'affaiblissait la résistance des grands empires, les frontières du monde civilisé. Pousant leurs troupeaux vers les hautes herbes ou jetant leur cavalerie, d'une technique militaire supérieure, sur les cités opulentes, ou tirant leurs vaisseaux de haute mer vers les riches vallées, les Germains campèrent sur les provinces romaines, les Huns, chassés de la Chine par les Mongols, menacèrent Paris, Rome, Byzance; les Hongrois coururent le long du Danube; les Vikings envahissant l'Angleterre, ravageant la vallée de la Seine, lancèrent des pointes jusqu'à la Baltique au Nord et la Caspienne au Sud. Aux millénaires précédents, les Hittites avaient chevauché sur l'Égypte, les Doriens, avaient anéanti les civilisations crétoise et achéenne. 1.000 ans plus tard, les Turcs s'installèrent au bord du Bosphore et porteront leurs étendards jusqu'au Danube.

On pouvait craindre qu'en notre temps les Barbares sur chars soviétiques écrasent la civilisation occidentale de la Vistule à l'Atlantique. Ce n'était pas prévision insoutenable. Mais l'URSS en devenant une grande puissance industrielle normalise son impérialisme et tend à stabiliser son régime et ses conquêtes.

Ce qui menace maintenant les vieilles civilisations occidentales, c'est la misère explosive des peuples sous-développés — inclus quelquefois dans la zone d'influence américaine, constituant encore une assez lourde masse dans l'empire ex-stalinien — occupant surtout hors des deux blocs les terres les plus étendues, portant la majorité de la population du globe, une majorité en croissance accélérée et hallucinante.

Sur les trois milliards d'individus qui peuplent le monde, l'Europe occidentale, l'Amérique du

Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande en groupent un peu plus de 500 millions.

L'ensemble des pays dits communistes, 1.000 millions environ. Le reste, le Tiers Monde, 1.500 millions.

Il n'y a évidemment pas là une classification selon des niveaux de vie identiques dans chaque partie. Le citoyen des USA dispose en moyenne d'un revenu double de celui d'un citoyen de l'Europe occidentale.

Dans le groupe russo-chinois, on peut fort bien considérer 700 millions d'individus comme appartenant à des peuples sous-développés. Staline a basé la monstrueuse industrialisation de la Russie sur la misère autant que sur l'oppression des peuples. Et Mao Tsé Toung a aggravé le système, sans obtenir de résultats équivalents.

Il est évident d'autre part, que dans la troisième zone, certains pays sont en voie de développement et d'industrialisation.

Ce qui n'est pas contestable, c'est que l'écart entre les niveaux de vie n'a pas cessé de croître, et — si « les choses restent ce qu'elles sont » — continuera à croître dans des proportions inouïes.

Des calculs précis ont établi que le revenu moyen américain était, en 1938, quinze fois supérieur à celui d'un habitant de l'Inde. Aujourd'hui, le rapport est de 1 à 26. Dans 20 ans il pourrait atteindre de 1 à 52.

De toutes les études savantes consacrées à la situation des pays sous-développés, ont peut tirer les caractères essentiels de ceux-ci :

- 1) Forte mortalité.
- 2) Forte fécondité.
- 3) Alimentation insuffisante.
- 4) Forte proportion d'illettrés.
- 5) Forte proportion de cultivateurs ou pêcheurs, etc... et pour la majorité d'entre eux : Régime autoritaire.

Seul le premier facteur a tendance à diminuer, grâce aux efforts des missions sanitaires et médicales, ce qui par une tragique ironie, alourdit les autres facteurs et, en diminuant le nombre de morts, aggrave la situation des vivants.

Les deux facteurs suivants progressent parallèlement. L'instinct sexuel s'exacerbe, lorsque les besoins alimentaires sont insatisfaits.

Mais l'établissement et la consolidation des dictatures semblent la rançon des quelques progrès qui assurent la servitude dans la médiocrité et l'affermissement des institutions tyranniques.

On peut évidemment suivre cette évolution avec la volupté sadique de doctrinaires, pour qui les guerres et les misères ne sont que les vérifications expérimentales de leurs équations idéologiques. On peut clamer sa révolte en généreuses imprécations montant vers le ciel entre la descente du digestif et celle de l'apéritif.

Il est beaucoup moins séduisant de chercher la solution immédiatement réalisable du problème : *nourrir ceux qui ont faim, vêtir ceux qui sont nus.*

C'est d'abord organiser par des institutions internationales, la distribution des excédents agricoles. Douleuruse altération des principes sacro-saints. Car ce sont surtout les états de l'Amérique du Nord qui peuvent livrer leur « surplus ». Il est vrai que les agriculteurs européens protestent contre la perturbation du marché mondial. Il n'est pas vrai que de tels dons relèvent du néo-colonialisme. Le blé des Etats-Unis a compensé les carences alimentaires de la Yougoslavie frappée par la sécheresse. Le blé canadien a allégé les effets de la famine en Chine. Tito et Mao Tsé Toung ne sont pas devenus des vassaux de l'Occident.

C'est ensuite de réaliser et de stabiliser les cours des matières premières et des produits coloniaux qui restent la seule ressource d'un grand nombre de pays sous-développés. Alors ce sera la hausse des prix ? Nous acceptons bien, comme consommateurs et comme contribuables, d'élever les revenus de nos paysans. La baisse des prix mondiaux du café et du sucre peut condamner à la mort lente des peuples entiers ! Amérique latine... La chute des cours du cuivre, de l'étain et du pétrole profite aux industriels occidentaux, mais elle alourdit une misère déjà désespérante dans les pays producteurs.

Enfin, et c'est là l'essentiel, il faut équiper industriellement les peuples sous-développés. Les capitaux privés hésitent à s'investir là où les profits ne sont plus ga-

rantis. C'est normal. Faut-il par principe condamner des concessions qui fabriqueront de la plus value pour les capitalistes étrangers mais serviront des salaires à une petite plèbe misérable ? Je pose le dilemme sans le résoudre.

D'ailleurs, ces entreprises privées — rentables ou non — ne résoudre pas le problème. Il faut une contribution des fonds publics de tous les états industriels. Un prélèvement budgétaire qui devrait atteindre pour être immédiatement suffisant de 2 à 5 % du revenu national.

Alors il faut s'adresser aux Etats bourgeois. Il dépend de nous de les détruire. Mais les peuples sous-développés n'ont pas le temps d'attendre notre Révolution.

Ce qu'il faudrait, c'est que cette cotisation obligatoire soit fonction des économies réalisées grâce au désarmement. C'est aussi que la collecte et la répartition des fonds soit assurée par un organisme international où les peuples bénéficiaires seraient représentés comme les Etats donateurs.

Des camarades m'exposaient dernièrement les difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement dans leur tâche de militants anarcho-syndicalistes. Je leur livre ces quelques lignes édifiantes qui leur montreront un aspect du problème dans le livre.

Dans de nombreuses entreprises, le syndicat est depuis longtemps en perte de vitesse. Malheureusement dans celles où il est encore actif, celles notamment qui, bénéficiant du label syndical, travaillent pour le parti communiste, l'atmosphère devient irrespirable. Dans ces boîtes, il n'est pas rare de voir les conventions collectives remises en question, les heures supplémentaires souvent nombreuses payées sans majoration. Dans une imprimerie travaillant pour la « Vie ouvrière » où je fus employé, j'amenaï un jour le permanent du syndicat du livre pour lui faire constater ces violations du droit ouvrier, nous fûmes chassés et menacés d'une trique par le patron.

Ce qu'il faut surtout — et cela dépend directement de nous — c'est provoquer la renaissance d'une véritable Internationale ouvrière, capable de constituer la distribution et d'assurer la solidarité effective entre les syndicats des pays industriels et les travailleurs des pays sous-développés.

Quand donc serons-nous capables de briser le dérisoire ou funeste cloisonnement, de proclamer qu'il n'est pas de syndicalisme américain ou français, africain ou européen, nassérien ou castriste ou péroniste. Il n'est qu'un syndicalisme ouvrier.

L'un des premiers responsables du socialisme de guerre lançait, en 1917, sur le ton de la confession publique, cette formule pyramidale :

« Au dessus des peuples, il y a les Rois, au dessus des Rois, il y a la guerre, au dessus de la guerre, il y a la famine et par dessus tout la Bêtise ».

La Bêtise la mieux accomplie, en 1969 comme en 1917, c'est le nationalisme... même socialiste, même anti-impérialiste, même anti-colonialiste.

DANS LE LIVRE ET LA PRESSE ENCHAÎNÉS

Après que nous eûmes adressé une plainte au syndicat, celui-ci refusa de lever le label accordé à cette boîte.

Dans une autre boîte où les plaintes des compagnons avaient motivé le dérangement d'un représentant syndical du boulevard Blanqui, on put voir celui-ci, après avoir arrangé l'affaire sur le dos des ouvriers, entrer au restaurant avec la patronne.

La preuve de la complicité des communistes avec les patrons pour chasser des boîtes les militants libertaires n'est plus à faire.

A l'imprimerie municipale de la Ville de Paris, sise à l'époque dans les sous-sols de l'Hôtel de Ville, un camarade connu pour ses opinions libertaires, embauché quelques mois plus tôt en compagnie de deux autres ouvriers, fut remercié au moment des congés. On lui fit savoir que le travail manquait et que les deux autres derniers rentrés devraient bientôt partir. Au retour des vacances, les deux gars étaient toujours là et un troisième remplaçait l'indésirable anar, victime d'un dirigeant communiste influent dans la maison.

Ce genre de manœuvre n'est pas rare dans le livre.

Dans la presse, les marchandages entre syndicat et patrons sont aussi écorçants. Ainsi, pour conserver le contrôle de l'embauche, on n'hésite pas à faire fi des conventions collectives, les services sont souvent doublés et même triplés au mépris de la plus élémentaire sécurité.

Un copain, membre de la commission rotativiste C. G. T. manifestant trop souvent son désaccord avec de telles méthodes, fut « jugé » par ses pairs pendant sa période de congés. A son retour, sans vouloir l'entendre et sans appel, on lui fit savoir qu'il n'appartenait plus ni à la commission ni à la presse. En clair, cela signifie qu'il n'a plus le droit de vivre. En d'autres termes, qu'il cherche ailleurs, mais ailleurs il est impossible à un militant conscient, intranigeant sur ses droits, de s'acclimater.

Le livre, qui fut toujours en la pointe du syndicalisme est en passe de devenir le domaine des jaunes. Il serait grand temps que les militants jaloux de leur dignité et partisans d'un vrai syndicalisme, s'unissent et secouent la torpeur des éternels suiveurs.

TRAITE DES NOIRS

francs complexes industriels français encourageant à l'importation de main d'œuvre non spécialisée ? Peu exigeante, docile, cette main d'œuvre remplace à la perfection les manœuvres nord-africains et est séduite par des salaires qui, en fait, ne représentent généralement que le SMIG. C'est ainsi qu'on a vu grandir le nombre de noirs employés dans l'industrie automobile (telle grande firme en emploie près de 4.000).

Les conclusions de tout ceci sont claires : c'est à une nouvelle forme de traite des noirs que nous assistons actuellement. Sous un aspect moins brutalement mercantile que celle qui était pratiquée jusqu'au siècle dernier, elle n'en est pas moins responsable de situations angoissantes, au premier rang desquelles la création en France d'un véritable sous-prolétariat. En effet, il suffit de s'imaginer les problèmes que peut poser à un paysan malien l'adaptation à la vie de la banlieue ouvrière parisienne. On lui a

promis là-bas monts et merveilles, on lui a extorqué le prix du bateau (en moyenne 30.000 AF aller) et brusquement, après un voyage d'une semaine environ dans la cale d'un paquebot, il se retrouve à Marseille. Comme la plupart de ses frères, il gagne Paris (d'autres sont restés à Marseille ou se sont arrêtés à Lyon).

A Paris, dans le 13^e, le 15^e, le 18^e, le 19^e arrondissements, il paye 2.000 à 3.000 AF par mois dans des hôtels sordides délaissés par leur clientèle nord-africaine, le droit de partager avec 10 ou 12 de ses compagnons une chambre faite pour deux.

Groupés selon leur origine ethnique, les noirs ont peu de contacts avec les autres groupes et le milieu extérieur. Leurs difficultés d'adaptation, leur santé fragile, expliquent la grande instabilité dont ils font preuve dans leur travail, changeant fréquemment d'emploi, faisant de longs séjours à l'hôpital. C'est d'ailleurs, comme nous l'avons dit au dé-

but, l'aspect médical du problème qui a attiré l'attention sur le mode de recrutement des travailleurs d'Afrique Noire.

Aucun contrôle médical n'est exercé à leur départ. C'est ainsi qu'on a vu débarquer en France certains sujets très gravement atteints. On voit donc que les conditions climatiques, un certain degré de nutrition, la promiscuité, favorisent parmi eux l'extension de maladies parasitaires ou contagieuses dont un grand nombre est atteint.

Devant un tel problème, ici simplement esquissé, que pouvons-nous faire ?

Nous n'attendrons rien des pouvoirs publics ni du patronat trop heureux de disposer d'une main-d'œuvre souvent illettrée, dépaysée et inexpérimentée en matière de revendications sociales. Dans quelle mesure aussi, une certaine partie des travailleurs n'est-elle pas satisfaite de rejeter sur le dos des noirs le travail ingrat comme elle le faisait sur le dos des travailleurs

PAR A. ET C. CARCAS

nord-africains ? Les préjugés raciaux qui jetaient le discrédit sur les Algériens sont peut-être plus lents à l'égard des noirs, mais n'en contribuent pas moins à leur isolement.

C'est donc aux syndicats, devenus moins soucieux de propagande électorale et d'actions d'éclats, c'est à chaque militant révolutionnaire de prendre contact avec eux, de les aider, de les initier aux problèmes sociaux et politiques, d'en faire une minorité active, qui, revenue dans son pays d'origine, pourra travailler efficacement à la promotion sociale des classes dépossédées.

Notre devoir est d'approfondir encore plus le problème, de le faire connaître à l'opinion publique en révélant des chiffres, des faits.

C'est à ce prix seulement que pourra cesser ce que des esprits aveugles eussent pu croire périmé, la traite des noirs, qui forme peut-être la plus abjecte exploitation de l'homme par l'homme.

PAUL CONDY

LE MONDE LIBERTAIRE ★ 9

RADIO

L'efficacité de « l'arme radio » n'a jamais échappé à aucun gouvernement. Celui de CHARLES XI, champion de la stabilité, veille jalousement à ce qu'aucun engrenage ne grippe. Depuis l'avènement de Sa Vème, la multiplication et les mutations de directeurs ont atteint un tel rythme que les huissiers de l'avenue de Friedland ne peuvent jamais dire avec assurance qui règne sur la maison et qui dirige chaque service sans consulter la dernière circulaire.

L'ordre est si grand à la R. T. F. que, lors de la consultation au 13 Décembre relative aux élections du conseil d'administration des caisses de Sécurité Sociale, le personnel fut oublié. Il fallut improviser à la hâte une section de vote au Grand Palais pour une dizaine de milliers d'employés. Quand on vous dit que l'Anarchie...

« Rendez-vous littéraires », BRUXELLES 1, jeudi 21 h. 30. Henri GUILLEMIN, que l'on entend souvent sur les ondes suisses et qui a déjà traité ici « L'Affaire Dreyfus », entreprend maintenant « Le coup d'Etat du 2 Décembre ». Pour bien situer l'affaire, il donne force détails sur la vie du prolétariat des années 48, notamment à Lille, où les ouvriers vivent dans des caves, fabriquant 20.000 gosses en trois ans dont 300 seulement survivent.

Le récit est sobre, la voix agréable, le mérite d'Henri GUILLEMIN est grand; on n'a pas du tout l'impression de « préparer », mais d'un exposé entre amis, attachant, intelligent, bref, ce qui manque de plus en plus à la R.T.F.

J. F. STAS

Cinéma interdit

Il existe en France plusieurs censures, toutes braquées contre le cinéma libre. La censure officielle et gouvernementale, bien sûr, mais aussi la censure catholique et celle exercée sans aucune justification par les maires de province sur des films ayant obtenu leur visa de sortie. Plusieurs villes n'ont pu voir « Les Trips au soleil » (bagarres suivies d'interdiction du film à Marseille par exemple) et les « Liaisons dangereuses ». Les Américains ont été plus loin; un Etat ayant un jour interdit « Robin des Bois et ses Joyeux Compagnons » de Walt Disney sous prétexte que le film était communiste !

Il est évident que les films les plus persécutés sont ceux engagés politiquement. Ainsi, à moins de nous déplacer hors de France, nous ne verrons sans doute jamais « Les sentiers de la gloire », de Stanley Kubrick, de même que la version originale de « Spartacus », du même auteur. (La version française ayant été confiée à Marcel Achard, ce qui donne une idée de sa fadeur...)

Dans ce dernier film, les constants appels à l'indépendance et à l'insurrection rappelaient sans doute trop fortement la guerre d'Algérie. Même chose pour « Bel Ami », de Louis Daquin, qui, bien que plus ancien, ne put sortir (dialogues modifiés) que grâce à une pétition signée par quelques célébrités du monde des arts. Idem pour « Cuba, si », de Chris Marker et « Le petit soldat », de Godard, ces deux films ayant enfin obtenu leur autorisation, moyennant coupures. Cependant, « Morambong », de Jean Claude Bonnardot, dont l'action se déroule en Corée du Sud, est toujours sans visa, de même que « Tu ne tueras point » et « Les statues meurent aussi », d'Alain Resnais.

La censure catholique obtient une audience déplorable. Elle réussit à faire retirer d'affiche le

film « Méfiez-vous fillettes » après sa sortie dans les salles pour faire effectuer des coupures.

Il y en eut. Pas celles demandées, paraît-il, mais il y eut tout de même. Officieusement, les mêmes censures, prenant pour paravent les Ligues pour la Moralité Publique, organisèrent une manifestation qui aboutit à l'interdiction, à Lyon, du film de Michel Gast « J'irai cracher sur vos tombes ». En remontant dans le temps, sous les différents régimes, sous les différentes commissions de censures, nous trouvons dans la liste des interdits, partiels ou définitifs, des films classés depuis comme des classiques du cinéma : « Le cuirassé Potemkine », « Zéro de conduite », « L'Ange bleu », « La règle du jeu », « L'Age d'Or », « Viridiana »...

La censure poursuit donc un triple but : Ne pas mécontenter les moralisateurs et toutes leurs petites censures personnelles, supprimer les films d'opposition politique, voiler une réalité honteuse. Par exemple, un film parfaitement anodin, « La nuit des traqués » fut interdit pendant quelques mois parce qu'il montrait un gang de blousons noirs. Ce voile pudique jeté sur la trop gênante réalité nous amène à parler des films clandestins qui circulent pendant la guerre d'Algérie. « Algérie en flammes », long métrage documentaire sur une section de l'ALN en Algérie, put être vu à Paris. « J'ai huit ans », court métrage également sur la guerre d'Algérie (des dessins d'enfants) et, plus près de nous parce que montrant des événements dont nous fûmes les témoins, « Octobre à Paris ».

Ce qui fait l'importance de ce film, c'est qu'il ne nous est pas présenté comme un document. C'est un vrai film, construit même avec un certain classicisme. (Venant surtout du montage, puisqu'il s'agit de documents filmés). Une introduction, une exposition du sujet, la préparation de l'action, l'action, et enfin la conclusion. L'introduction est courte : quelques plans, quelques phrases. Puis le générique. Exposition : une série de témoignages. Mis bout à bout simplement, avec une certaine tentative d'expliquer la progression dans ce qui nous est révélé, c'est-à-dire un montage alternatif avec flash back. Une fois ceci dit, nous entrons dans l'action principale, que nous attendons avec de plus en plus d'impatience, cette impatience venant de la progression des témoignages qui la font désirer, qui la rendent inévitable : la manifestation. L'originalité (puisque'il faut juger ce film comme tel et non comme un document) c'est que l'action principale, celle vers laquelle tend tout le montage du film, et par là j'entends aussi bien ce qui nous est présenté

avant cette action qu'après est totalement en dehors du sujet. Si l'on veut, le sujet, c'est : Les Algériens en France. Comment ils vivent, ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent, ce qu'on leur fait. L'action principale, la manifestation musulmane, et celle du 8 février, avec laquelle cette histoire nous

PAR JEAN ROLLIN

est montrée. Les auteurs ont volontairement cherché à éviter le chantage aux sentiments qui accompagne généralement ce genre de tentative. Il était pourtant



Les organisateurs Algériens préparent la manifestation d'Octobre. (Extrait du film « Octobre à Paris »)

qui lui fait suite, n'est qu'une conséquence de ce qui est exposé tout au long du film.

Ces images des deux manifestations sont presque l'illustration de ce qui a été dit avant. La force du cinéma, de l'image filmée, fait prendre à cette illustration une force beaucoup plus importante que le rôle qui lui était donné. D'un seul coup, tous les témoignages, tous les dialogues qui précèdent, toute la minutieuse exposition du drame est effacée : on assiste au drame lui-même. On voit ce qui tout à l'heure était raconté.

Les témoignages les plus durs ont été montés après les images de la manifestation. Si le début du film pouvait décevoir certains car après tout on entendait ce que l'on avait déjà lu un peu partout, la suite de ces monologues nous touche beaucoup plus, parce que nous venons de voir, ce que l'on raconte.

La grande qualité de ce film, c'est le tact, la pudeur, presque,

tentant de filmer les bidonvilles et au moyen d'un panoramique montrer une Cadillac passant sur la route voisine, ou même les lumières de la ville, ou n'importe quoi lui faisant contraste. L'équipe d'« Octobre à Paris » n'est pas tombée dans ce piège, et cela contribue énormément à la qualité du film. Tout ce qui pouvait être dit, qui avait à être dit l'a été, et cela sans que soient employés les moyens traditionnels et tardifs qui servent trop souvent pour attirer le public. (Biberon cassé, accumulation de plans de gosses « beaux » mais loqueteux, etc.). L'introduction est rapide, la conclusion aussi. On a banni le commentaire pseudo-intellectuel ou social. Ce qui se dégage de ce film, ce n'est pas la pitié, ce n'est pas la tristesse de la honte, c'est l'appel à la révolte.

Une seule chose, peut-être, est en trop : sur la bande son, l'Algérien qui avant et après le film certifie l'authenticité des images. C'était inutile.

LÉO FERRÉ A L'ABC

Notre ami Léo Ferré triomphe à l'ABC, où il fait chaque jour salle comble ce qui donne une idée exacte de l'audience d'une critique qui s'est montrée souvent particulièrement odieuse. Plutôt que de redire sur son « tour » ce que nous disions le lendemain de notre Gala, il nous a paru préférable de publier ce poème ignoré de la grande foule.

S. C.

LE TESTAMENT

Avant de passer l'arme à gauche
Avant que la faux ne me fauche
Tel jour telle heure en telle année
Sans fric sans papier sans notaire
Je te laisse ici l'inventaire
De ce que j'ai mis de côté.

La serviette en papier où tu laisses ta bouche
Ma mèche de cheveux quand ils n'étaient pas gris
Mon foulard quelques plumes et cette chanson louche
Avec autant de mots que nous avons de nuits

L'oreille de Van Gogh la pipe de Balzac
Cette armée d'anarchie et ses fanfares blêmes
Le cheval qui travaille avec son petit sac
Où dorment des prairies d'avoine et de carême

L'enfer de Monsieur Dante où je descends ce soir
Un paquet vide de Celtiques sur la table
Quelques stylos à bille aux roulements d'espoir
Avec dans leur roulis des chansons... formidables...

Le pick-up du tonnerre et les gants de la pluie
La voix d'André Breton et l'absinthe de Verlaine
Les âmes de nos chiens en bouquets réunies
Et leurs paroles dans la nuit comme une traîne

Avant de passer l'arme à gauche
Avant que la faux ne me fauche
Tel jour, telle heure en telle année
Il est bien maigre l'inventaire
De ce que j'ai mis de côté.

Mais je te laisse ça comme une chanson tendre
Avec ta fantaisie qui fera beaucoup mieux
Et puis ma voix perdue que tu pourras entendre
En laissant retomber le rideau si tu veux.

LÉO FERRE

LE DICTIONNAIRE DU "CANARD" EST PARU

Les fêtes de fin d'année ne nous ramènent pas seulement la dinde traditionnelle, mais aussi le «CANARD» sous la forme d'un almanach-dictionnaire. Celui de cette année est gras, juteux, rôti à point et seuls les personnages patipulaires insérés dans ses pages risquent l'indigestion.

Pour les autres, éventuels lecteurs, une bonne pinte de rire n'a jamais fait de mal à personne. Allez là au trot à la librairie du MONDE LIBERTAIRE.

Le dictionnaire 1963 du « Canard » vous attend de pattes fermes. Vous l'aurez pour 2 f. seulement.

M. J.

A travers les revues

ARGUMENTS. — Un phénomène nouveau risque de transformer les perspectives traditionnelles du socialisme en France. C'est l'apparition et l'extension d'un courant de « socialisme des conseils » qui s'exprime à travers des revues comme « Socialisme ou Barbarie » ou « Arguments » et jusque dans des minorités du P. S. U. Le courant, qui est parti en général du marxisme, renoue théoriquement avec les différentes expériences historiques des « conseils » et reste en partie tributaire du « révisionnisme » des pays de l'Est après la « destalinisation ».

Première partie d'un ensemble sur la question sociale, cette livraison s'interroge sur des notions aussi essentielles pour nous que celle de la gestion directe, de la décision collective, de l'organisation révolutionnaire.

Au départ de cette enquête, une fois de plus, le thème de la dépolitisation : la désaffection croissante de la masse vis-à-vis de la politique ne vient-elle pas d'une structure et d'une orientation inadéquates des partis qui se préten-

dent ouvriers, du désintérêt de ces partis pour la vie quotidienne, des relations des hommes entre eux, dans la société comme dans le parti? Le parti, l'organisation spécifique, ne devraient-ils pas préfigurer dans leurs structures comme dans leurs méthodes, l'ordre social qu'ils se proposent de réaliser? Si le problème fondamental du socialisme est celui de la gestion collective, de l'auto-détermination, ne faut-il pas cesser de s'intéresser exclusivement à la macrosociologie (étude de grands ensembles, des structures globales, classes, etc.) pour tenir compte aussi de la microsociologie (celle des petits groupes) et de la psychosociologie d'autant plus que ces disciplines se prêtent à de nombreuses applications immédiates et sont prêtes à fournir des modèles et des expériences de décision collective et d'autogestion.

Les divisions suivantes de la revue sont centrées sur le problème du parti (Révolution sociale et révolution politique — Autour du parti centralisé) et tout spécialement sur une mise en question des méthodes d'organisation bolchevique. En

Acte de naissance de la littérature Nord africaine Le journal (1955-1962) de Mouloud Feraoun ⁽¹⁾

EST SURTOUT LE CRI D'UN JUSTE

Une littérature d'Afrique du Nord est née. Depuis la conquête on avait beaucoup écrit sur l'Afrique du Nord, sans avoir vraiment pénétré au fond de l'âme d'un peuple d'ailleurs le plus souvent insaisissable. Le mystère, le pittoresque, l'héroïsme formèrent la toile de fond d'ouvrages qui depuis « L'Atlantide », de Pierre Benoit firent défiler devant nos yeux le gentil petit bédouin, la belle garce, le marchand juif, l'officier au grand cœur, sans oublier le « bouricot » aux longues oreilles, personnage le plus réel d'une humanité destinée à nous présenter la vie coloniale en tranches suivant les meilleures recettes d'une littérature moralisante à l'usage des petites bourgeoises grandes consommatrices d'exotisme de pacotille.

Depuis vingt-cinq ans, en marge de cette confiserie, une autre littérature s'ébauchait : littérature de témoignage, baignant dans la chaleur et l'indignation lorsqu'elle était le fait d'écrivains européens d'Afrique du Nord, littérature d'atmosphère, voisine du misérabilisme, tâtonnante entre les concepts de vie que le monde occidental propose aux hommes, avides de mettre au jour les plaies purulentes d'un peuple, véhicule d'une révolte qui tournait court devant le fatalisme colonialiste alors qu'elle émanait d'écrivains autochtones gavés de culture occidentale. Volontiers orienté par un maître à penser prestigieux, Albert Camus, cette littérature reste une littérature visuelle, une littérature d'extérieurs, et Emmanuel Bert, Marcel Moussy, qui représentent le plus valablement la première comme Mohammed Dib, Mammeri, Driss Chraïbi et Mouloud Feraoun dont leurs précédents ouvrages nous montrent du doigt ce qui se passe ailleurs, à laquelle leur condition d'écrivains leur fait échapper.

La révolte nationaliste d'Afrique du Nord devait éclater ce cadre, gentiment buccolique que le confort intellectuel des libéraux avait naïvement créé et aujourd'hui au-

tour de la table où tous les écrivains du monde se rassemblent ce sont d'autres hommes qui viennent s'y asseoir apportant une littérature de combat, ayant vécu dans le paroxysme et qui se réfèrent aux propres valeurs qui concernent le peuple qui l'a inspirée, qui fait litière des apports du passé.

Il est cependant bien connu que la littérature de guerre civil est une littérature de circonstances, qui crée rarement le chef-d'œuvre et la littérature Nord-africaine n'échappe pas à cette règle. Elle est une littérature d'explication, de constatation, de justification. Explications qui dominent l'ouvrage de Robert Davezie : « Le front ». Constatation qui a donné un livre extraordinaire d'analyses cliniques. « Barberousse », de Mustapha G. Justification dont le discutable « Itinéraire » de Robert Bonnaud, est le prototype. Oui, le contenu de ces œuvres est souvent contestable, l'auteur nous décrivant le détail, souvent vécu d'ailleurs, d'un ensemble qui lui échappe. Mais nous savons également que lorsqu'un écrivain majeur se libère de l'anecdote et discipline le paroxysme qui l'a jeté dans le chaos, cela donne « La Conspiration de Catilina », de Salluste, « Les Mémoires », du Cardinal de Retz, « L'Insurgé », de Jules Vallès, « Dix jours qui ébranlèrent le monde », de John Reed ou « L'Espoir », d'André Malraux.

« Le journal », de Mouloud Feraoun appartient à cette catégorie d'ouvrage autour des-

quels une génération littéraire gravite sans se lasser. Dès les premières pages, l'auteur s'incruste dans son village, rejoint les aspirations, les croyances de ce peuple avec lequel il se fonde pour mieux chanter sa souffrance et ses espoirs. Ce qui marque ce témoignage c'est d'abord sa sérénité, qui hausse l'écrivain auprès des plus grands et qui le fait repousser toutes les falsifications historiques. Écoutons-le :

« Les prépondérants habités au beau rôle et au tutoiement en étaient à la peur ou à la colère selon les per-

l'avoire porté allègrement semble soudain très lourd, si lourd qu'il vous écrase si lourd qu'on est prêt à mourir pour s'en débarrasser. »

Enfin, ce cri d'indignation de cet honnête homme écoeuré par la sauvagerie :

« J'ai eu des nouvelles de chez nous par Ab. C'est terrifiant. Les militaires sont impitoyables. La chose est presque admise, normale. Les fellaghas sont impitoyables. La chose est presque admise, normale. Pour les uns et les autres l'ennemi tout désigné, l'homme suspect à menacer ou à malmenier; le complice à abattre, à frap-

Un petit peuple dont il se revendique hautement et dont la progéniture tourne en rond dans le préau de son école à Fort-National. Sur les épaules de ses concitoyens une double terreur pèse comme une chappe de plomb et alors il s'indigne. Dans des phrases somptueuses il crie son amour des justes y rejette cette communauté de loups qui s'affrontent. Oh ! ne nous y trompons pas, Mouloud est bien avec son peuple et cette évidence donne encore plus de poids à sa réprobation devant des excès injustifiables.

Et lorsque sa voix s'élève en émettant les mots profondément humanitaires qui ont bercé trois générations de révolutionnaires qui coulent sur les plaies comme pour les purifier, alors on sent l'écrivain qui s'évade du nationalisme étroit pour rejoindre dans l'olympie les sages de tous les temps et d'abord Albert Camus dont il se dit proche.

Il y a huit mois, Mouloud Feraoun était assassiné. Il ne devait pas voir l'aube se lever sur son peuple pantelant. Il ne devait pas sentir dans ses mains de lettré le livre où il avait jeté son cœur et son intelligence. Il ne devait pas savoir !

Oui, mais nous, nous savons que son « Journal » est l'acte de naissance de la littérature de son peuple. Comme nous savons qu'il est un des écrivains les plus grands parmi les écrivains de langue française. Qu'il est un homme qui a fait honneur aux hommes. (1) Editions du Seuil.

PAR MAURICE JOYEUX

sonnes, le lieu ou les circonstances. Ils s'entêtaient à ne pas comprendre. Il faut se mettre à leur place. Lorsqu'on s'est installé dans une situation, qu'on a tissé son réseau d'habitudes, construit une existence sur un passé solide en vue d'un avenir raisonnable, il est difficile de concevoir l'écroulement de l'édifice. »

Ou encore parlant de la prise de conscience du peuple algérien :

« Ils approuvent ceux qui luttent pour eux et qui leur permettent d'espérer. Ils sont de cœur avec ces frères courageux et déterminés qui veulent laver de leur sang notre honte d'hommes inférieurs. Ils prennent conscience de leur insupportable condition et ce jour, qu'il faut secouer après

per d'amende ou à jeter en prison, cet ennemi se trouve au village Kabyle. Il arrive cependant que soldats et fellaghas se rencontrent. Et bien entendu, ce sont toujours pour les uns et les autres, des rencontres héroïques, d'où on sort couvert de gloire quelle que soit l'issue du combat. »

Jeté dans la mêlée, ce kabyli profondément imprégné de culture va se trouver écartelé entre l'appel qui monte de sa terre, le cri de son peuple et la civilisation occidentale dont il est issu, Mouloud n'oublie pas qu'il est un artiste. Il nous peint sa terre chaude ou sous les rayons ardents du soleil grouille un petit peuple multicolore à la fois paresseux et jacassant, bariolé de couleurs vives que la crasse n'arrive pas à manger.



ROMANCERO DE LA HAINE, par Jean Lauprêtre (Les Presses du Mail, Editeur)

Jean Lauprêtre a eu quelques voix au Goncourt. Par les temps qui courent des voix ne sont ni un signe de grande originalité ni la preuve d'un discernement évident de la part des électeurs en général et des électeurs 'Goncourt et compagnie en particulier. Heureusement « Romancero de la haine », l'œuvre que Lauprêtre publie aujourd'hui se réclame de qualités plus solides que le jugement des notables qui régissent le demi-monde des lettres.

L'écrivain, ancien correspondant de presse en Indochine et auteur d'un autre ouvrage : « Les fugitifs de l'ennui » qui en son temps fit quelque bruit, a de nouveau choisi pour y développer son intrigue cette guerre pourrie qui a contaminé, non seulement ceux qui y participèrent, mais toute la caste militaire humiliée par le cuisant échec que des paysans armés infligèrent à leurs pairs. Au centre d'une action construite avec une intensité dramatique sans défaillance et qui oppose deux mondes absolument étrangers dans toute l'extension du terme, l'auteur a campé un type d'homme, mi-partisan, mi-aventurier qui semble là pour reprendre exalté ce qui existe de meilleur, de plus virile dans deux conceptions de l'homme et de sa destinée, pour le hisser au-dessus de l'humain dans l'olympie où reposent les héros créés par une littérature musclée et noble. Un type d'homme qui rejoindra Perken, l'inoubliable aventurier qu'André Malraux dessina dans la « Voie Royale ».

Autour de Serge, des personnages bien dessinés mais qui semblent pâles comparés au condottiere qui patauge dans les rizières sans rien perdre de son insolence. Oui, des hommes dévorés par les passions, dévorés par les moustiques, mais surtout autour d'eux la jungle humide, morte ! La jungle et ses bruissements sourds ! La jungle

fiévreuse qui attire cette fleur éclatante et vénéneuse : la femme, pour qui tout commence et tout finit. Il faut lire ce beau livre écrit à coup de serpe, ce livre aux copeaux qui s'enroulent comme des volutes autour de votre sensibilité, ce livre qui en annonce d'autres, en même temps qu'il nous informe que la race des écrivains qui vogue le visage sous le vent, n'est pas près de s'éteindre.

GASTON COUTÉ, par Roger Monclin. Préface de Pierre Mac Orlan (Edition « Pensée et Action »)

Voici un petit livre qu'on attendait et qui mieux que d'autres ouvrages nous fera connaître Couté en nous reconstituant sa légende certes, mais en nous en marquant les étapes par des poèmes majeurs qui la jalonnent et l'expliquent. Monclin au passage nous rappelle quelques pièces oubliées par des éditeurs qui se crurent d'adroits commerçants et parmi elles ce morceau peu connu publié alors que Couté devait passer le conseil de révision et qui débute par ces vers :

Je suis à poil et cependant
Je ne suis pas chez ma voisine;
Sur moi la toise en descendant
A fait un bruit de guillotine

qui continue par ces autres strophes vengeresses :

C'est la croix au dos du mouton
Il a dit « Bon pour le service »;
Un sergent vague écrit mon nom
Sur la liste des sacrifices...

pour se terminer par cette envolée que je ne me pardonnerai pas de vous priver :

Je chante en m'en allant par là,
Si tu n'as pas vu mon cul le voici !
Si tu n'as pas vu mon cul le voilà !

Plus loin Monclin reconstitue des couplets épurés, publie une œuvre inédite, une pièce écrite en collaboration et signée d'un pseudonyme, etc... Mais je crois en avoir assez dit. Tous les admirateurs du poète, un des plus grands du début de ce siècle verbeux et pauvre, au véritable cœur poétique, voudront posséder le livre de Monclin, qui est le « Sésame » qui nous permet de pénétrer de plain-pied dans l'œuvre de Gaston Couté, que je me plais à comparer à Saint-Amant et Lignières « l'athée de Senlis », ces deux poètes libertins et burlesques vomis par la bonne société de leur siècle.

dernière partie (En quête d'une nouvelle politique) j'attire l'attention sur les vues originales de Jelenski et de Buchanan. (Publié aux Ed. de Minuit, 5 NF.).

NOIR ET ROUGE. — Un ensemble de notes pour « Une conception libertaire du racisme ». — Psychosociologie du racisme et Aspects historiques et économiques du racisme :

Les rédacteurs s'attachent à relever les liaisons entre pouvoir et racisme. A signaler aussi Témoignages espagnols : un travailleur des Asturies et un autre de Bilbao parlent de leur vie quotidienne. Dans le même n° : Possibilités du syndicalisme étudiant.

Lagant BP. 113, Paris 16^e, 1,50 NF.

Le MOUVEMENT SOCIAL. — Un recueil d'interviews et de témoignages sur Jaurès. Une initiative intéressante et un bon travail d'équipe qui parvient à nous restituer le climat d'une époque du mouvement socialiste. Deux études sur Jaurès et le marxisme. (Editions ouvrières).

René FORAIN

(*) En vente à notre Librairie.

Lorsqu'un de nos camarades déclara lors d'une assemblée de marxistes oppositionnels que la future organisation souhaitée par ceux-ci et qui rassemblerait les minorités révolutionnaires ne pouvait être que fédéraliste et libertaire, il y eut dans la salle une voix pour s'écrier : « Ce que nous voulons c'est un parti révolutionnaire. »

Pour les héritiers de Marx et de Lénine le concept mythique et messianique du Parti semble avoir plus d'attrait que la réalité qui découle de constats, d'expériences, d'observations dans la perspective d'un dépassement de cette réalité.

En 1848 Marx écrivait : « Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici accomplis par des minorités au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. » (Manifeste du Parti Communiste.)

En 1963 il est dans l'ordre de l'histoire d'écrire : « ... que tous les mouvements historiques d'inspirations bolcheviques ont été jusqu'ici accomplis par le mouvement spontané de l'immense majorité des prolétaires au profit d'une minorité : la bureaucratie du parti ; et d'affirmer que celui-ci comme principe et moyen inclus dans le processus de la révolution sociale a contribué objectivement au maintien des causes fondamentales de la lutte des classes :

— Par l'incapacité d'organiser et de gérer la production en fonction des besoins des producteurs, de rechercher une expansion à seule fin de satisfaire leurs intérêts de dirigeants.

— Par la compétition entre blocs antagonistes pour s'assurer la possession des conditions favorables à la production.

La permanence du conflit propre aux régimes capitalistes, opposant bourgeois et prolétaires se poursuit dans les sociétés marxistes-léninistes car la socialisation des moyens de production a créé des bases nouvelles, mais l'appropriation des forces productives par la société reste un leurre, si les producteurs et les consommateurs ne peuvent directement gérer l'appareil économique.

L'antagonisme entre la production sociale et la propriété étatique s'affirme comme un antagonisme entre dirigeants et prolétaires.

L'Etat socialiste, moyen suprême « d'organiser » l'exploitation, s'il est la cause présente de cette exploitation, reste l'effet du concept que les socialistes autoritaires ont eu, dès l'origine, du Parti.

Il n'est pas suffisant d'expliquer la dégénérescence de celui-ci par quelque cause économique, mais il est nécessaire de voir qu'il porte sa propre condamnation dans l'affirmation qu'il a du rôle qui lui est attribué, dans le cadre du processus qui, du matérialisme dialectique, conduit au phénomène de lutte des classes, à la mission historique du prolétariat dans la société capitaliste, à l'avant-garde de ce prolétariat constitué en parti, au rôle de cette avant-garde qui schématiquement peut se présenter ainsi :

- Unification des masses prolétariées.
- Prises du pouvoir politique et appropriation des moyens de production.
- Dictature afin d'empêcher le retour de la réaction personnifiée par l'alliance de la bourgeoisie et des classes ennemies (paysans, petits propriétaires, artisans, lumpen-prolétaires).

La dictature du prolétariat, par l'entremise du parti, s'achève, la contre-révolution écrasée, et conduit naturellement à la société sans classes et à la fin des états de classe.

Si nous sommes témoins du fait que, partout où il y eut un mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste, le Parti fut incapable si ce n'est a posteriori, d'unifier l'immense majorité des prolétaires pas plus que d'organiser la destruction de la société capitaliste, à moins que de s'emparer du pouvoir à la faveur d'actions spontanées des masses (février, mars, octobre 1917), la période transitoire qui persiste par la présence de la contre-révolution capitaliste sur une vaste partie du globe, ne nous permet pas de porter un jugement définitif quand à la miraculeuse auto-disparition de l'Etat de classes et de rejeter ainsi le schéma tracé par Engels. Mais si l'on cherche quels doivent être les moyens que le Parti se doit d'organiser pour répondre à sa finalité, il apparaît que, pris dans d'évidentes et inéluctables contradictions, obéissant au mouvement dialectique, les moyens conditionnant la fin et réci-

proquement, le Parti est fondamentalement la cause de l'apparition d'une nouvelle classe, non pas en vertu d'une quelconque génération, spontanée, mais de par sa nature spécifique, parce qu'il doit réaliser la destinée qui lui échoit pour l'accomplissement de son programme.

Le Parti ne peut être que centraliste, autoritaire et bureaucratique. Le centralisme est dans sa nature, parce que opérant dans les cadres politiques et économiques de la bourgeoisie, elle-même centralisée ; parce que sa mission est de ramener les intérêts particuliers en un tout qui est l'intérêt de classe.

Le Parti est bureaucratique, parce que le bureaucratisme s'oppose au démocratisme, comme les principes révolutionnaires s'opposent aux méthodes réformistes. La démocratisation du parti est conditionnée par la décentralisation, ce serait alors la porte ouverte à un courant inhérent au marxisme, le déviationisme réformiste dont le caractère essentiel est la collaboration de classes qui sous-entend l'action contre-révolutionnaire.

Face aux dangers opportunistes, le centre doit organiser le parti dans ses moindres détails et contrôler la totalité de l'activité du prolétariat révolutionnaire.

Le centralisme est donc un principe spécifique du marxisme révolutionnaire, rejetant toute perspective d'organisation ou d'action directe des masses, il est la « condition de la réalisation dont dépend la capacité de lutte du Parti. Affirmant ainsi l'incapacité des masses à jouer un rôle autonome, le parti doit être « indissolublement lié » à l'organisation du prolétariat qui a pris conscience de ces intérêts de classe. En vertu « de la contradiction dialectique qui veut que ce n'est qu'au cours de la lutte, que, l'armée du prolétariat se recrute et prend conscience des buts de cette lutte, le Parti se veut être de deux qualités radicalement opposées. Etre l'organisation du prolétariat, tout en sachant que le prolétariat dans cette phase n'est pas et ne peut pas être dans cette organisation. La volonté et le désir ne suffisent pas pour que le Parti soit le mouvement propre

des travailleurs, de même, si, sans le Parti, les masses ne sont rien, que peut attendre le Parti d'une masse inconsistante et aveugle ?

Né dans le prolétariat en lutte, le Parti s'en sépare en s'organisant, car il ne peut s'organiser qu'en dehors des courants contradictoires propres au long cheminement de la prise de conscience des masses. La rupture s'accroît entre l'immense majorité possible et la minorité consciente de jouer un rôle qui n'est déjà plus le sien.

Lorsque celle-ci profitera du mouvement spontané des masses pour s'emparer du pouvoir politique, sa réaction sera déjà une réaction de classe qui se confirmera par les efforts sanglants qu'elle fera pour se maintenir. Cette fin est inéluctable, car elle est dans le développement issu de la dualité entre les intentions et les moyens, les buts et les faits. Appelé, sous la poussée conjuguée des crises et de l'action directe des travailleurs, à prendre le pouvoir abandonné — ce qui n'exclut nullement le retour offensif des prédecesseurs — la nature du Parti lui permet de remplir les fonctions étatiques, sans que les bases élémentaires de sa raison d'être existent.

Le parti en assurant plus ou moins efficacement son rôle de dirigeant politique et économique, cherche alors à unifier le prolétariat ce qui devait être le résultat de la première phase de son action. Mais nous devons rappeler que la volonté pas plus que l'éducation, même et surtout autoritaire, ne suffit pas pour faire prendre conscience aux travailleurs — une grande partie d'entre eux étant d'ailleurs considérés a priori comme suspects.

Mais ce qui est plus important, c'est que possesseur et animateur de l'appareil d'Etat, l'opposition entre Parti et masses devient un antagonisme de classes, parce que historiquement l'Etat est étranger au peuple et que rien ne peut changer ce fait fondamental.

Et, si l'Etat est un produit de classes, il apparaît lui-même comme générateur de classes, le Parti dans l'Etat est donc la certitude de la permanence de la lutte des classes.

ANTI-SOCIALISTE

action directe des masses

On prétend souvent que les masses laborieuses sont incapables d'accomplir leur révolution elles-mêmes, librement. Cette thèse est particulièrement chère aux « communistes », car elle leur permet d'invoquer une situation « objective » aboutissant nécessairement à la répression des « néfastes utopies anarchistes ». (Avec les masses incapables, disent-ils, une « révolution anarchiste » signifierait la mort de la Révolution.) Or, cette thèse est absolument gratuite. Qu'on veuille bien fournir des preuves de cette prétendue incapacité des masses ! On aura beau fouiller l'Histoire, on n'y trouvera pas un seul exemple où l'on a vraiment laissé les masses laborieuses agir librement (en les aidant, naturellement), ce qui serait l'unique moyen de prouver leur incapacité. Pour des raisons faciles à comprendre, on ne tentera jamais une telle expérience. (Elle serait, pourtant, aisée.) Car on sait parfaitement que la thèse est fautive et que l'expérience mettrait

fin à l'exploitation du peuple et à l'autorité, basées, quelle que soient leurs formes, non sur l'incapacité des masses, mais uniquement sur la violence et la ruse. C'est pour cela, d'ailleurs, que tôt ou tard les masses travailleuses seront historiquement acculées à prendre leur liberté d'action par la Révolution, la vraie ; car jamais les dominateurs (ils sont toujours, en même temps, exploités ou se trouvent au service d'une couche d'exploiteurs) ne la « donneront » quelle que soit leur étiquette.

Le fait d'avoir toujours confié leur sort, jusqu'à présent, à des partis, à des gouvernements et à des « chefs » — fait que tous les dominateurs et exploités en herbe mettent à profit pour subjuguier les masses — s'explique par plusieurs raisons que nous n'avons pas à analyser ici et qui n'ont rien à voir avec la capacité ou l'incapacité des masses. Ce fait prouve, si l'on veut, la crédulité, l'insouciance des masses, l'ignorance de leur force, mais nullement leur

incapacité, c'est-à-dire, l'absence de cette force. « Incapacité des masses ! » Quelle trouvaille pour tous les exploités et dominateurs passés, présents et futurs et surtout pour les modernes aspirants esclavagistes, quelle que soit leur enseigne : « nazisme » ou « bolchevisme », « fascisme » ou « communisme » ! « Incapacité des masses » ! Voilà un point sur lequel les réactionnaires de tout poil sont parfaitement d'accord avec les « communistes ». Et cet accord est très significatif.

Que les candidats chefs de nos jours, seuls infaillibles et « capables » permettent donc aux masses laborieuses, au lendemain de la Révolution qui vient, d'agir librement, en les aidant, tout simplement, là où il le faudra ! Ils verront bien si les masses sont « incapables » d'agir sans tuteurs politiques. Nous pouvons les assurer que la Révolution aboutira alors à un résultat autre que celui de 1917 : le « fascisme » et la guerre en permanence !

Hélas, nous le savons d'avance : ils n'oseront jamais une pareille expérience. Et les masses auront de nouveau une tâche particulière à remplir : celle d'éliminer en toute connaissance de cause, et en temps opportun, tous les « aspirants », pour prendre l'œuvre en leurs mains propres et la mener en toute indépendance. Espérons que, cette fois, la tâche sera menée jusqu'au bout.

Le lecteur comprend ainsi pourquoi la propagande des idées anarchistes, tendant à briser la crédulité des masses et à leur insuffler la conscience de leur force et la confiance en elles-mêmes, fut considérée, à tout temps et dans tous les pays, comme la plus dangereuse. Elle était réprimée, et ses serviteurs étaient poursuivis, avec une promptitude et une sévérité exceptionnelles, par tous les gouvernements réactionnaires.

VOLINE

La Révolution Inconnue
(Les deux idées de la Révolution,
p. 167-168-169.)